

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2969

25 novembre 2013

SOMMAIRE

Accord Immobilière S.A.	142478	Jawer Consulting S.A.	142471
Arado Invest S.A.	142478	Jiaap S.A.	142470
Botech Holding S.à r.l.	142501	JOUBARDE Investissements S. à r.l.	142476
CHICAGO INVESTHOLDING S.à R.L., so- ciété de gestion de patrimoine familial (SPF)	142503	Juler Holding S.à r.l.	142469
FSA Invest S.A.	142477	Kerf Corp. - Lux Branch	142471
Gateway Topco S.à r.l.	142479	Korrigan S.à r.l.	142469
GENIVAR Luxembourg S.à.r.l.	142477	Laciport S.à r.l.	142474
GS Luxco III S.à r.l.	142475	Lafiduciaire S.à r.l.	142474
Hamun S.à r.l.	142466	LBS Holdings S.à.r.l.	142474
Hexagonal S. à r.l.	142470	Le Chatelet s.à r.l.	142474
ICG EFV Luxembourg S.à r.l.	142466	Lemu Investments S.A.	142473
IFB (Ingineering Finance Business) S.à r.l.	142476	LFR Technologies	142471
Immo & Conseil S.A.	142469	Liaoshi	142468
Immosan	142466	Lillington International S.A.	142473
Immo Weydert & Welter Sàrl	142466	Lily Invest S.A.	142473
IN4MATIX S.A.	142467	Limbo Invest S.A.	142473
Inlico Holding S.à r.l.	142470	Lincoln Capital S.A.	142468
Integra Investment S.A.	142470	Lohmeier S.A., SPF	142469
Interfab SPF, S.A.	142477	LONDON Piccadilly	142478
Inter Fund Management S.A.	142487	Longbow (Investment n°1) S.à r.l.	142467
International Real Estate and Tourist Company S.A.	142469	Lotta Holding II S.à r.l.	142504
International Trademarks S.A.	142492	Lux Batiment Travaux S.A.	142472
Intersaco S.A.	142466	Lux Batis Concept S.A.	142472
Inter-Trader S.A.	142471	Lux Car Holding S.A.	142473
Intrair S.à r.l.	142467	Lux Car Holding S.A.	142472
Intrair S.à r.l.	142467	Lux Serrurier S.A.	142472
Invoxis S.à r.l.	142467	Medentic S.A.	142512
Isaias S.A.	142468	Mezzanine Invest S.à r.l.	142474
Isaias S.A.	142468	Miriam S.A.	142475
It's a Dream S.A.	142468	Narnia S.A.	142512
		Planifloor S.à r.l.	142475
		Rothsay	142475

Hamun S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 186-188, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 35.902.

La nouvelle adresse de l'associé et gérant Monsieur Hormozirad Donald est au 1, rue de Bellevue, L-1227 Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 octobre 2013.
Pour la société

Référence de publication: 2013148074/11.

(130181059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Immo Weydert & Welter Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer.
R.C.S. Luxembourg B 169.770.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148088/10.

(130180925) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Immosan, Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 52.693.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148090/10.

(130180941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Intersaco S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 9.531.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148098/9.

(130180836) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

ICG EFV Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 163.939.

*Extrait de la résolution de l'actionnaire unique tenue chez BNP Paribas Securites services succursale de Luxembourg, 33 de gasperich,
L-5826 Hesperange, le 4 octobre 2013*

L'actionnaire unique (l'«Actionnaire») a décidé:

- de renouveler le mandat de Deloitte Audit en tant que Réviseur d'Entreprises Agréé de la Société pour une période d'un an qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2014.

Pour extrait sincère et conforme
BNP Paribas Securities Services - Succursale de Luxembourg

Référence de publication: 2013148086/14.

(130180826) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

IN4MATIX S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 85.175.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148102/9.

(130180676) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Invoxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 172.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

INVOXIS S.à r.l.

P-S. GUILLET / P. FELIGIONI

Gérant de catégorie B / Gérant de catégorie A

Référence de publication: 2013148101/12.

(130180605) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Intrair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1110 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 81.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22/10/2013.

Référence de publication: 2013148100/10.

(130180821) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Intrair S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1110 Luxembourg, Aéroport de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 81.402.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 22/10/2013.

Référence de publication: 2013148099/10.

(130180820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Longbow (Investment n°1) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 10.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 121.976.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012, ainsi que les informations et documents annexes ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2013148126/13.

(130181200) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

It's a Dream S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1411 Luxembourg, 2, rue des Dahlias.

R.C.S. Luxembourg B 93.596.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148105/9.

(130180712) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Isaias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 65.538.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

ISAIAS S.A.

Signature

Référence de publication: 2013148104/12.

(130181282) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Isaias S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 65.538.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 21 octobre 2013

L'Assemblée Générale accepte la démission de Madame Catherine Peuteman en tant qu'administrateur de catégorie B avec effet au 23 avril 2013.

L'Assemblée Générale décide et accepte de nommer Monsieur Barry Black, né le 29 décembre 1966 à Dublin (Irlande), résidant professionnellement au 19, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, nouvel administrateur de catégorie B de la société et ce, jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en l'année 2017.

ISAIAS S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2013148103/15.

(130181281) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Liaoshi, Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 151.741.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148140/9.

(130180745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lincoln Capital S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 144.422.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148144/9.

(130180781) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lohmeier S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, 1B, Wäistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 51.793.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148147/9.

(130181103) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Juler Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 165.596.

Les comptes annuels au 30 septembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Référence de publication: 2013148107/12.

(130181037) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

International Real Estate and Tourist Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 31.577.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148097/10.

(130180933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Immo & Conseil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3317 Bergem, 19, Steewee.

R.C.S. Luxembourg B 88.047.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148087/11.

(130180741) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Korrigan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 161.196.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013148114/12.

(130181255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Hexagonal S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.175.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 151.466.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

HEXAGONAL S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2013148076/12.

(130180684) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Inlico Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 164.739.

Il résulte que l'actionnaire unique de la Société a pris les décisions suivantes en date du 15 Octobre 2013:

1. Modification de la durée du mandat du gérant unique à compter du 15 octobre 2013 jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en l'année 2014:

Manacor (Luxembourg) S.A, et ayant pour adresse professionnelle 46A, Avenue J.F. Kennedy, 1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Inlico Holding S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A

Signatures

Gérant unique

Référence de publication: 2013148081/17.

(130181408) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Integra Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Z.I. Rôlach.
R.C.S. Luxembourg B 117.872.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013148094/10.

(130180994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Jiaap S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.
R.C.S. Luxembourg B 168.312.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2013 que:

1. L'assemblée transfère le siège social au 4-6 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148109/15.

(130180660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Inter-Trader S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 171.800.

La société anonyme AUDIT TRUST S.A., RCS Luxembourg B-63115, s'est démis de ses fonctions de commissaire aux comptes en date du 22 octobre 2013.

Luxembourg, le 22.10.2013.

Pour: INTER-TRADER S.A.

Société anonyme

EXPERTA LUXEMBOURG

Société anonyme

Isabelle Maréchal-Gerlaxhe / Bartosz Szlapka

Référence de publication: 2013148082/15.

(130180832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Jawer Consulting S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1941 Luxembourg, 241, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 54.164.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148108/10.

(130180949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Kerf Corp. - Lux Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-9662 Kaundorf, 3, Um Knupp.
R.C.S. Luxembourg B 100.629.

Les comptes annuels de la succursale luxembourgeoise KERF CORP. - LUX BRANCH au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg conformément à l'article 160-7 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2013148116/12.

(130181259) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

LFR Technologies, Société Anonyme.

Enseigne commerciale: Licence Free Radio Technologies.
Siège social: L-8545 Niederpallen, 25, Ditzebierg.
R.C.S. Luxembourg B 131.550.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement en date du 27 juin 2013

L'assemblée a pris les résolutions suivantes:

1. Les mandats des administrateurs étant arrivés à terme à savoir les mandats de Jean-Michel Mertz, Florence Mertz et Etienne Richelle, l'assemblée générale décide de les renouveler pour un terme de six ans.

Extrait des résolutions prises par le conseil d'administration tenue en date du 27 juin 2013

Suite à l'expiration de son précédent mandat, le Conseil d'Administration nomme Monsieur Jean-Michel Mertz, demeurant à L-8545 Niederpallen, Ditzebierg, 25 aux postes d'Administrateur-Délégué et de Président du Conseil d'Administration pour un terme de six ans.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013148139/17.

(130181005) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lux Car Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.

R.C.S. Luxembourg B 70.104.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148151/9.

(130180853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lux Batis Concept S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 155.831.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2013 que:

1. L'assemblée transfère le siège social au 4-6 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148150/15.

(130181326) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lux Batiment Travaux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 158.977.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2013 que:

1. L'assemblée transfère le siège social au 4-6 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148149/15.

(130181327) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lux Serrurier S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 4-6, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 164.060.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 1^{er} octobre 2013 que:

1. L'assemblée transfère le siège social au 4-6 avenue Victor Hugo L-1750 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 octobre 2013.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2013148153/15.

(130181325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Limbo Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 6, avenue Marie-Thérèse.
R.C.S. Luxembourg B 57.231.

Monsieur Gioacchino Paolo LIGRESTI, Administrateur et Administrateur-Délégué de la société LIMBO INVEST S.A. est domicilié au 29, Riva Valbella à CH-6926 Montagnola (Suisse).

Certifié Sincère et Conforme
LIMBO INVEST S.A.

Référence de publication: 2013148143/11.

(130181149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lillington International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 72.716.

Le Bilan au 30.06.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148141/10.

(130181234) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lily Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8041 Strassen, 65, rue des Romains.
R.C.S. Luxembourg B 156.276.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148142/10.

(130180932) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lemu Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 117.634.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 22 octobre 2013.

Pour copie conforme

Référence de publication: 2013148138/11.

(130181174) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lux Car Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2165 Luxembourg, 26-28, Rives de Clausen.
R.C.S. Luxembourg B 70.104.

EXTRAIT

Il résulte de l'Assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 12 septembre 2013 que:
- le mandat de la société Ser.Com Sàrl, actuel commissaire au comptes, a été prolongé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2019.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2013148152/12.

(130180854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Le Chatelet s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 2, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.333.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/10/2013.

G.T. Experts Comptables Sarl

Luxembourg

Référence de publication: 2013148136/12.

(130180877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

LBS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 109.955.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Référence de publication: 2013148135/10.

(130181317) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Laciport S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9980 Wilwerdange, 17, Hauptstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 178.599.

Extrait des décisions des Associés du 1^{er} octobre 2013

Suite à la démission de Monsieur Samuel DA SILVA PINTO de son poste de Gérant Technique, les Associés décident de nommer en remplacement pour une durée indéterminée à compter du 1^{er} octobre 2013:

- Monsieur Ricardo Jorge CRISTINA ALVES, né à Lisbonne (Portugal) le 10 avril 1979 demeurant L-9648 Erpeldange, 13, an der Breck;

La société est valablement engagée en toute circonstance par la signature individuelle du gérant technique

Référence de publication: 2013148133/13.

(130180766) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Lafiduciaire S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3474 Dudelange, 1, rue Auguste Liesch.

R.C.S. Luxembourg B 132.480.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013148134/10.

(130180790) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Mezzanine Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 122.171.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148175/9.

(130180760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

GS Luxco III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 148.158.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un Mandataire

Référence de publication: 2013148061/10.

(130181346) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Miriam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 59, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 156.144.

Le bilan au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148177/9.

(130181296) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Planifloor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 163.873.

Assemblée générale extraordinaire du 02 septembre 2013 tenue au siège de la société.

La séance est ouverte à 16H30 sous la présidence de Monsieur Miguel VALLE, qui nomme Monsieur Serge MICHEL comme secrétaire.

Sont présents:

Miguel VALLE, propriétaire de 50 parts sociales

Serge MICHEL, propriétaire de 50 parts sociales.

D'un commun accord, il a été décidé de se réunir sans envoyer de convocation régulière par recommandé.

Ordre du jour:

- Transfert du siège social.

L'assemblée Générale approuve à l'unanimité le transfert du siège social.

Il sera établi à dater de ce jour: 5, rue Goethe à L-1637 Luxembourg

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17H00.

Miguel VALLE / Serge MICHEL.

Référence de publication: 2013147592/20.

(130179952) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Rothestay, Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 100.900,00.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 102.948.

Decision of the sole partner dated October 15, 2013

Further to the resignation of Mrs Aurélie ROQUE of her mandate as Manager B, the Sole Partner decides:

- To grant discharge to Mrs Aurélie ROQUE in respect of the execution of her mandate,

- To appoint in replacement Mr Francis BAZARD, Manager of companies, born on November 28th 1967 in Esch - sur - Alzette (Luxembourg) with professional address at 50, avenue J.F. Kennedy, L-2951 Luxembourg as Manager B.

The mandate of Mr Francis BAZARD as Manager B is for an unlimited period.

142476

Version française

Décision du 15 octobre 2013 de l'associé unique

Suite à la démission de Madame Aurélie ROQUE de son poste de Gérant B, l'Associé Unique décide de nommer en remplacement Monsieur Francis BAZARD, gérant de sociétés, né le 28 novembre 1967 à Esch-sur-Alzette (Luxembourg) avec adresse professionnelle au 50, avenue J.F. Kennedy, L - 2951 Luxembourg au poste de Gérant B.

Le mandat de Monsieur Francis BAZARD en tant que Gérant B est donné pour une durée indéterminée.

Copie certifiée conforme

ROTHESAY S.à r.l.

Laurent JANSEN / Patrick SABIA

Manager / Manager

Référence de publication: 2013147620/24.

(130180404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

IFB (Ingineering Finance Business) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 6, rue des Celtes.

R.C.S. Luxembourg B 99.579.

LIQUIDATION JUDICIAIRE

Par jugement rendu en date du 17 octobre 2013, le Tribunal d'Arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation de la société suivante:

- IFB (Ingineering Finance Business) S.à r.l., avec siège social à L-1318 Luxembourg, 6, rue des Celtes, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Monsieur Thierry Schiltz, juge au tribunal d'arrondissement de Luxembourg, et liquidateur Maître Nicolas Bernardy, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 8 novembre 2013 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

Me Nicolas Bernardy

Le liquidateur

Référence de publication: 2013146798/20.

(130179252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

JOUBARDE Investissements S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 1, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 169.929.

Suite à la conclusion, en date du 21 octobre 2013, d'une convention de cession de parts sociales, Madame Laurence Clasen, demeurant au 1, Val Sainte Croix, L - 1371 Luxembourg, a transféré cinquante-deux parts sociales (52) détenues dans la société à responsabilité limitée Joubarde Investissements Sàrl de la manière suivante:

- 52 (cinquante-deux) parts sociales d'une valeur de cent vingt-cinq Euros (EUR 125) chacune, à Monsieur Frédéric Meyer, demeurant au 1, Val Sainte Croix, L - 1371 Luxembourg,

Ainsi, les parts sociales de la société à responsabilité limitée Joubarde Investissements Sàrl sont réparties de la manière suivante:

- Monsieur Frédéric Meyer, 100 (cent) parts sociales

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour Joubarde Investissements S.à r.l.

Frédéric Meyer

Référence de publication: 2013147758/20.

(130180335) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

GENIVAR Luxembourg S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 2.693.700,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 170.462.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la société en date du 4 août 2013

1. L'associé unique prend acte de la démission de Monsieur Pierre Bossé de son mandat de gérant de la Société, avec effet immédiat.

2. L'associé unique décide de nommer, avec effet immédiat, en remplacement de Monsieur Steve Bossé, Madame Eva ASPENGREN, né le 6 mai 1965 à Nynäshamn (Suède), demeurant professionnellement à WSP Sverige AB, Arenavägen, 7, 121 88 Stockholm (Suède) en qualité de gérant de la Société, avec effet au 20 août 2013, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle ou jusqu'à ce que ses successeurs soient dûment nommés.

Extrait des résolutions prises par le conseil de gérance de la société en date du 9 octobre 2013

Le conseil de gérance de la Société décide de transférer le siège social de la Société du 37, rue d'Anvers, L-1130 Luxembourg au 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg, avec effet au 30 septembre 2013.

L'adresse professionnelle actuelle de Madame Helena Mary ALLIS et de Monsieur Tamás HORVÁTH, gérants de la Société, est la suivante: 8-10, avenue de la Gare, L-1610 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013147361/21.

(130180101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

FSA Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 87.775.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société tenue en date du 14 octobre 2013 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:

* Madame Joëlle MAMANE, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 14 janvier 1951, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc), le 18 décembre 1970, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Monsieur Jean-Pierre FORGEOT, administrateur de sociétés, né à Neuilly-sur-Seine (France), le 16 octobre 1946, demeurant au 5, Chemin du Signal, 1172 Bougy Villars (Suisse).

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de la société MONTBRUN REVISION Sàrl, dont le mandat n'a pas été reconduit:

* Gestman S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B 37378 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013147347/24.

(130179937) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Interfab SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 29.278.

Extrait des résolutions prises lors de la réunion du Conseil d'Administration tenue à Luxembourg en date du 25 septembre 2013

- Il est pris acte de la démission de Madame Corinne BITTERLICH, de son mandat d'Administrateur avec effet au 15 mai 2013.

- Madame Betty PRUDHOMME, employée privée, née le 30 janvier 1960 à Arlon (Belgique), demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est cooptée, avec effet immédiat, en tant qu'Administrateur en

remplacement de Madame Corinne BITTERLICH, démissionnaire. Le mandat de Madame Betty PRUDHOMME viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2018. La ratification de la cooptation de Madame Betty PRUDHOMME sera soumise à la délibération de la prochaine assemblée.

Luxembourg, le 25 septembre 2013.

Certifié sincère et conforme

Le Conseil d'Administration

F. DUMONT / A. RENAUD

Administrateur / Administrateur et Président du Conseil d'Administration

Référence de publication: 2013146814/20.

(130179231) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 octobre 2013.

Arado Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 100.828.

—
EXTRAIT

Changement d'adresse de la société DMS & Associés S.à r.l. commissaire aux comptes de la société Arado Invest S.A.

Changement d'adresse avec effet immédiat au 23, rue des Bruyères L-1274 Howald

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22/10/2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013147820/14.

(130180858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

LONDON Piccadilly, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 10.437.500,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 24, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 150.597.

—
Par décision de l'associé unique, il a été pris connaissance de la démission de M. Steffen Ricken de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 31 mai 2013.

En remplacement de M. Steffen Ricken, l'associé unique a décidé de nommer, avec effet au 31 mai 2013, Mme. Irmgard Linker née le 29 août 1968 ayant son adresse professionnelle à The Squaire 18, am Flughafen, D-60549 Frankfurt am Main, Allemagne, nouvelle gérante de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2013147764/16.

(130180413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 octobre 2013.

Accord Immobilière S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4873 Lamadelaine, 84, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 69.427.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 9 juillet 2013.

1^{er} résolution

L'assemblée décide de manière unanime d'accepter la démission de Monsieur Luis ACURCIO de ses fonctions d'administrateur.

2^{ème} résolution

L'assemblée décide de manière unanime de nommer Monsieur Vincent MATTERN, employé privé, demeurant professionnellement à L-4873 Lamadelaine, 84, avenue de la Gare, comme nouvel administrateur en remplacement de l'administrateur démissionnaire, et cela pour une période de 6 ans.

Pour extrait conforme

Signature

Le Président de l'assemblée générale ordinaire

Référence de publication: 2013147793/18.

(130181267) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Gateway Topco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 180.851.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the ninth day of the month of October.

Before the undersigned Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

BRE/Europe 7NQ S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.314,

represented by Mr Joe Zeaiter, jurist, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 7 October 2013, which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Gateway Topco S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "Gateway Topco S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, email or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof.

The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2013.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account.

This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 2002, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l.	500	EUR 12,500.-
Total	500	EUR 12,500.-

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304,

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausenddreizehn, am neunten Tag des Monats Oktober.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen,

BRE/Europe 7NQ S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) beträgt, und die im Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg unter der Nummer B 180.314 eingetragen ist,

hier vertreten durch Herrn Joe Zeiter, Jurist, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht vom 7. Oktober 2013, welche vorliegender Urkunde beigelegt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Gateway Topco S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Gateway Topco S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkreditwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen

Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen die-

sem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25,-).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratssitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers, im Falle eines alleinigen Geschäftsführers, und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft

ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder „Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltenes berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzuzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2013 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
BRE/Europe 7NQ S.à r.l.	500	EUR 12.500,-
Total	500	EUR 12.500,-

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.200,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: J. ZEAITER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 10 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46178. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehr erteilt.

Luxemburg, den 16. Oktober 2013.

Référence de publication: 2013144819/452.

(130177121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

I.F.M., Inter Fund Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet.

R.C.S. Luxembourg B 66.188.

In the year two thousand and thirteen,

On the third day of October,

Before Us Maître Emile SCHLESSER, notary residing in Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

Is held an extraordinary general meeting of the shareholders of "INTER FUND MANAGEMENT S.A.", abbreviated "I.F.M.", a "société anonyme" under Luxembourg Law, having its registered offices in L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet, incorporated by deed of notary Gérard LECUIT, then residing in Hespérange, on 10 September 1998, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 756 of 19 October 1998, modified for the last time by deed of the undersigned on 15 January 2013, published in the "Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C", number 603 of 12 March 2013, registered at the Trade and Companies' Register in Luxembourg-City under section B and number 66,188.

The meeting was opened with Ms. Laurence TRAN, jurist-notary clerk, residing professionally in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Nadine NEYBECKER, notary clerk, residing professionally in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mrs. Evgenia MATVEEVA, legal counsel, residing professionally in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairwoman declares and requests the notary to state:

I.- That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list, signed ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary. The said attendance list and the proxies will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II.- That the whole corporate capital being present or represented at this meeting and all the shareholders present or represented declaring that they had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, so that no convening notices were necessary.

III.- That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda:

Agenda:

1. Modification of article three of the Articles of Incorporation.
2. Modification of article eight, paragraphs four, five, seven and eight, of the Articles of Incorporation.
3. Modification of article eleven of the Articles of Incorporation.
4. Modification of article twelve, paragraph two, of the Articles of Incorporation.
5. Modification of article sixteen of the Articles of Incorporation.
6. Modification of article eighteen, paragraphs three and six, of the Articles of Incorporation.
7. Modification of article twenty two of the Articles of Incorporation.

IV.- That the shareholders have taken the following resolutions with unanimous consent:

First resolution:

The general meeting resolves to amend the companies' purpose and in consequence to amend article three (3) of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 3. Object.** The purpose of the Company is the investment management of one or several alternative investment funds ("AIFs"), whether established in Luxembourg, in another European Union Member State or in a non- European Union Member State, regardless of whether such AIFs are of the open-ended or closed-ended type and regardless of the legal form of these AIFs.

The Company is set up as a management company submitted to Chapter 16 of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Law").

More generally the Company may carry out all activities linked directly or indirectly to, and deemed useful and necessary for the accomplishment of its object remaining always within the limitations set forth by the Law of 12 July 2013 relating to alternative investment fund managers (the "2013 Law") and the 2010 Law."

Second resolution:

The general meeting resolves to modify article eight (8), paragraphs four, five, seven and eight of the Articles of Incorporation, so that article eight will from now on have the following wording:

" **Art. 8. Meetings of the Board of Directors.** The board of directors will choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary who need not be a director, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the shareholders.

The board of directors will meet upon call by the chairman. A meeting of the board must be convened if any two directors so require.

The chairman will preside at all meetings of shareholders and of the board of directors. In his absence the general meeting or the board will appoint another director as chairman pro tempore by vote of the majority present at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least 24 hours' written notice of board meetings shall be given. Any such notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

The notice may be waived by the consent in writing, by telefax or e-mail of each director. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Every board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the board may from time to time determine.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by telefax or by e-mail another director as his proxy. A director may represent one or more other directors. Directors may also assist at meetings of the board of directors by means of conference call and video-conference.

A quorum of the board shall be the presence of at least two directors holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the directors present and represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for and against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.

A written decision, signed by all the directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the board of directors which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several directors."

Third resolution:

The general meeting resolves to amend article eleven (11) of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 11. Delegation of Powers.** The board of directors may delegate part of its powers to at least two persons that shall be of sufficiently good repute and that shall be sufficiently experienced also in relation to the type of business carried out by the AIFs it manages. These persons shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company, and to carry out all acts in furtherance of the policy and purpose of the Company.

The board of directors may also delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

The board of directors may finally delegate any of its powers, authorities and discretions to any committee, consisting of such person or persons (whether a member or members of the board of directors or not) as it thinks fit."

Fourth resolution:

The general meeting resolves to amend article twelve (12) paragraph two of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 12. Conflict of Interests. (Paragraph 2).** In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, except if such transaction is concluded in the ordinary course of business and on market terms, he shall make known to the Board such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next general meeting of shareholders."

Fifth resolution:

The general meeting resolves to amend article sixteen (16) of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 16. Annual General Meeting.** The annual general meeting of the Company will be held in Luxembourg-City, at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting, on the last day of June of each year at 5:00 p.m..

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the preceding business day."

Sixth resolution:

The general meeting resolves to amend article eighteen (18), paragraphs three and six, of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 18. Procedure, Vote.** Shareholders will meet upon call by the board of directors made in the forms provided for by law. The notice will contain the agenda of the meeting.

If all of the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by telefax or e-mail as his proxy another person who need not be a shareholder.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled in order to take part in a shareholders' meeting.

Shareholders participating in a shareholder's meeting by video conference or any other telecommunication methods allowing for their identification shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy such technical requirements that will enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Except as otherwise required by law, resolutions will be taken by a simple majority of the votes cast, irrespective of the number of the shares present or represented.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the chairman or by any two members of the board of directors."

Seventh resolution:

The general meeting resolves to amend article twenty-two (22) of the Articles of Incorporation, which will from now on have the following wording:

" **Art. 22. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, with the 2013 Law and with the 2010 Law, as these may be amended from time to time."

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The deed having been read to the persons appearing, all known to the notary by their surname, name, civil status and residence, the Chairman, the secretary and the scrutineer signed with Us, the notary this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille treize,

Le trois octobre,

Pardevant Maître Emile SCHLESSER, notaire résidant à Luxembourg, 35, rue Notre-Dame,

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de "INTER FUND MANAGEMENT S.A.", en abrégé "I.F.M.", une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1233 Luxembourg, 2, rue Jean Bertholet, constituée suivant acte reçu par le notaire Gérard LECUIT, alors de résidence à Hespérange, en date du 10 septembre 1998, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 756 du 19 octobre 1998, modifiée en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 15 janvier 2013, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 603 du 12 mars 2013, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 66.188.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Laurence TRAN, juriste-clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Madame Nadine NEYBECKER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Evgenia MATVEEVA, conseillère juridique, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été constitué, la Présidente expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentais. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article trois des statuts.
2. Modification de l'article huit, alinéas quatre, cinq, sept et huit, des statuts.
3. Modification de l'article onze des statuts.
4. Modification de l'article douze, alinéa deux, des statuts.
5. Modification de l'article seize des statuts.
6. Modification de l'article dix-huit, alinéas trois et six, des statuts.
7. Modification de l'article vingt-deux des statuts.

IV. Que les actionnaires ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

Première résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'objet social et donc l'article trois (3) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 3. Objet.** La Société a pour objet la gestion d'investissement d'un ou plusieurs fonds d'investissement alternatifs («AIFs») qui sont établis au Luxembourg, dans un autre Etat de l'Union Européenne ou dans un Etat en dehors de l'Union Européenne indépendamment du fait qu'ils soient ouverts ou fermés et indépendamment de leur forme juridique.

La Société est établie en tant que société de gestion soumise au chapitre 16 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif (la «Loi de 2010»).

Plus généralement, la Société peut également entreprendre toutes opérations liées directement ou indirectement et estimées utiles et nécessaires à l'accomplissement de son objet, en restant toutefois toujours dans les limites tracées par la loi du 12 juillet 2013 relative aux gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (la «Loi de 2013») et la Loi de 2010."

Deuxième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article huit (8) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 8. Réunions du conseil d'administration.** Le conseil d'administration choisira parmi ses membres un président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales.

Le conseil d'administration se réunira sur convocation du président. Une réunion du conseil doit être convoquée si deux administrateurs le requièrent.

Le président présidera toutes les assemblées générales et toutes les réunions du conseil d'administration. En son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration désignera à la majorité un autre administrateur pour présider la réunion.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence ou avec l'accord de tous ceux qui ont le droit d'assister à cette réunion. La convocation indiquera le lieu de la réunion et en contiendra l'ordre du jour.

Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment par écrit, par télécopieur, ou par email de chaque administrateur. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour les réunions se tenant à une date et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Toute réunion du conseil d'administration se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que le conseil d'administration peut déterminer de temps à autre.

Tout administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par écrit, par télécopieur, ou par email un autre administrateur comme son mandataire. Un administrateur peut représenter un ou plusieurs autres administrateurs. Les administrateurs pourront également assister aux réunions par conférence téléphonique et conférence vidéo.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer et agir valablement que si au moins deux administrateurs en fonction sont présents.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents et représentés lors de la réunion. Au cas où, lors d'une réunion du conseil, il y a égalité de voix en faveur ou en défaveur d'une résolution, le président aura une voix prépondérante.

Une décision écrite signée par tous les administrateurs est régulière et valable comme si elle avait été adoptée lors d'une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être documentée par un ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu, signés chacun par un ou plusieurs administrateurs."

Troisième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article onze (11) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 11. Délégation de pouvoirs.** Le conseil d'administration peut déléguer certains de ces pouvoirs à au moins deux personnes qui doivent posséder une honorabilité et une expérience suffisante, également par rapport au type d'activité poursuivie par les AIFs qu'il gère. Ces personnes sont habilitées à agir pour la Société pour tout type d'acte concernant la gestion journalière et les affaires de la Société et à accomplir tout acte en accord avec la politique et l'objet de la Société.

Le conseil d'administration peut aussi conférer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou agents de son choix.

Le conseil d'administration peut par ailleurs déléguer tout pouvoir, mandat spécial ou fonction à un comité constitué de personnes (éventuellement membres du conseil d'administration) comme il le juge opportun."

Quatrième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article douze (12) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 12. Conflit d'intérêts.** Au cas où un administrateur ou fondé de pouvoirs aurait un intérêt personnel dans une opération de la Société, sauf si l'opération est conclue dans un courant normal d'affaires selon les modalités et conditions du marché, il en avisera le conseil d'administration et il ne pourra prendre part aux délibérations ou émettre un vote au sujet de cette opération. Cette opération ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur ou du fondé de pouvoirs seront portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale."

Cinquième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article seize (16) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 16. Assemblée générale annuelle.** L'assemblée générale annuelle de la Société se réunit à Luxembourg-Ville, au siège social de la Société ou à tel autre endroit indiqué dans les avis de convocation le dernier jour du mois de juin de chaque année à 17.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée se tiendra le jour ouvrable précédant ce jour."

Sixième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article dix-huit (18) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 18. Procédure, Vote.** Les assemblées générales seront convoquées par le conseil d'administration conformément aux conditions fixées par la loi. La convocation contiendra l'ordre du jour de l'assemblée générale.

Au cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu connaissance de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur ou par email un mandataire, lequel peut ne pas être actionnaire.

Le conseil d'administration peut arrêter toutes autres conditions à remplir pour prendre part aux assemblées générales.

Les actionnaires qui participent à l'assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue.

Sauf dispositions contraires de la loi, les décisions sont prises à la majorité simple des votes exprimés, quel que soit le nombre d'actions présentes et représentées.

Chaque action donne droit à une voix.

Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par le président du conseil d'administration ou par deux administrateurs."

Septième résolution:

L'assemblée générale décide de modifier l'article vingt-deux (22) des statuts, lequel aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 22. Loi applicable.** Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, à la Loi de 2013 et à la Loi de 2010 telles que modifiées de temps à autre."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire instrumentaire qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la demande des comparants, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une traduction française; à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre les textes français et anglais, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparantes, connues du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont signé avec le notaire la présente minute.

Signé: L. TRAN, N. NEYBECKER, E. MATVEEVA, E. Schlessier.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 07 octobre 2013. Relation: LAC/2013/45343.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

Pour copie conforme.

Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Référence de publication: 2013144875/274.

(130176901) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

International Trademarks S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 38, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 44.772.

L'an deux mille treize, le premier octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Luxembourg).

S'est tenue l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «INTERNATIONAL TRADEMARKS S.A.», une société anonyme, établie et ayant son siège social à Luxembourg, 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 44772, constituée suivant acte notarié en date du 6 décembre 2004, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 253 du 21 mars 2005 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 25 juillet 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2638 du 29 octobre 2011 (ci-après: «la Société»).

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Enzo Liotino, directeur, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Cécile Angeletti, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Raul Marques, fondé de pouvoir, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée étant ainsi constitué, le président expose et prie le notaire d'acter ce qui suit:

I. Que l'actionnaire unique présent ou représenté, et le nombre d'actions détenues sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des actions, sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Approbation des comptes intermédiaires de clôture au 10 juillet 2013.

2. Adoption de la nationalité italienne de la Société et transfert du siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg à Rome (Italie), décision à prendre à l'unanimité des actionnaires, conformément à l'article 67-1 (1) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales. Le changement de nationalité et le transfert du siège ne donnant lieu, ni légalement, ni fiscalement à la dissolution ni à la constitution d'une nouvelle société, le tout sous condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.

3. Fixation de la nouvelle adresse du siège social de la Société à Rome, Italie et adoption par la Société de la nationalité italienne, sous réserve de l'acceptation du transfert de siège par les autorités compétentes en Italie.

4. Acceptation de la démission avec décharge des administrateurs et du commissaire aux comptes de la Société avec effet au jour de la radiation de la société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

5. Conversion des actions en parts sociales en conformité avec la loi italienne sur les sociétés à responsabilité limitée et annulation de la valeur nominale des actions

6. Décision de conférer à Monsieur Enzo Liotino, tous les pouvoirs pour exécuter les obligations légales de la Société restant à être faites à Luxembourg et pour faire opérer la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, sur base d'un certificat d'inscription au Registre des Sociétés à Rome (Italie).

7. Transformation de la société anonyme en société à responsabilité limitée (S.r.l.) et modification subséquente de la dénomination de la société en «INTERNATIONAL TRADEMARKS S.r.l.».

8. Nomination d'un administrateur unique Monsieur Francesco FOCHETTI et durée de son mandat.

9. Nomination d'un commissaire aux comptes/réviseur unique (Sindaco unico), Monsieur Gianluca CASCIOLO, durée de son mandat et fixation de sa rémunération annuelle.

10. Refonte complète des statuts de la Société pour les adapter à la législation Italienne et aux dispositions reprises dans les points précédents du présent ordre du jour.

11. Décision d'autoriser Monsieur Francesco FOCHETTI pour représenter dorénavant la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'approuver les comptes intermédiaires de clôture au 10 juillet 2013.

Deuxième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transférer le siège social de la Société du Grand-Duché de Luxembourg en Italie et de faire adopter par la Société la nationalité italienne, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donne lieu, ni légalement, ni fiscalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive de la CEE du 17 juillet 1969.

L'assemblée générale extraordinaire décide de fixer le siège social de la société à Rome (Italie).

Troisième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide d'accepter la démission des administrateurs et du commissaire aux comptes et décide de leur donner pleine et entière décharge pour l'exécution de leur mandat jusqu'à ce jour.

Quatrième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de supprimer la désignation de la valeur nominale des actions.

Cinquième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de transformer la forme de la société anonyme en celle d'une société à responsabilité limitée.

Les quatre cents (400) actions existantes représentant le capital social de cinq millions quatre cent mille euros (EUR 5.400.000,00), entièrement souscrit, libéré et existant, sont converties en parts sociales en conformité avec la loi italienne sur les sociétés à responsabilité limitée.

Sixième résolution

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la Société en «INTERNATIONAL TRADEMARKS S.r.l.»

Septième résolution

L'assemblée décide de procéder à une redéfinition du terme de la durée de la société pour le donner dorénavant un terme déterminé.

L'assemblée décide par conséquent que le terme de la société est à partir de ce jour fixé au 31 décembre 2060.

Huitième résolution

L'assemblée décide de nommer comme administrateur unique Monsieur Francesco FOCHETTI, de nationalité italienne, né à Rome, le 21 février 1966 domicilié auprès du siège social de la société, à Rome (Italie), Codice fiscale: FCHFNC66B21H501Y. Sa nomination étant à durée indéterminée.

Neuvième résolution

L'assemblée décide de nommer comme commissaire aux comptes/réviseur unique (Sindaco unico) Monsieur Gianluca CASCIOLO, de nationalité italienne, inscrit depuis le 12 avril 1995 au registre des réviseurs comptables sous le numéro 11831 (Gazzetta Ufficiale n. 31bis du 21 avril 1995), né à Rome, le 5 février 1965 domicilié à Rome, Via Barnaba Tortolini, 5, Codice fiscale: CSCGLC65B05H501P. La durée de son mandat est fixée pour trois exercices sociaux et la rémunération imposable lui attribuée étant de quatre mille euros (4.000.- EUR) par an, non compris la TVA et les charges sociales y relatives.

Dixième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous pouvoirs généralement quelconques à Monsieur Enzo Liotino, avec adresse professionnelle au 38, boulevard Joseph II, L-1840 Luxembourg, à l'effet d'exécuter toutes les obligations fiscales et légales de la société devant être exécutées dans le cadre des présentes résolutions et de parvenir

à la radiation de l'inscription de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sur base d'un certificat d'inscription requis au Registre des Entreprises (Registro delle Imprese) à Rome (Italie) et des actes y afférents et de faire toutes démarches, réquisitions, déclarations et délégations y relatives.

Onzième résolution

Afin de refléter tous les changements intervenus ci-avant, l'assemblée générale extraordinaire décide de procéder à une refonte complète des statuts de la Société nouvellement dénommée «INTERNATIONAL TRADEMARKS S.r.l.» pour les mettre en concordance avec la législation italienne et de les arrêter comme suit:

NOUVELLE VERSION DES STATUTS EN LANGUE ITALIENNE

"STATUTO

Titolo I. Denominazione - Sede - Oggetto - Durata

Art. 1. Denominazione. E' costituita una Società a responsabilità limitata con la denominazione "INTERNATIONAL TRADEMARKS S.R.L."

Art. 2. Sede. La Società ha sede in ROMA. Essa potrà istituire sedi secondarie, filiali, succursali, rappresentanze, agenzie ed uffici di rappresentanza in altre località italiane ed all'estero.

Art. 3. Oggetto. La Società ha per oggetto le seguenti attività: a) la gestione per conto proprio e per conto terzi, nonché la divulgazione e lo sfruttamento di marchi e brevetti preesistenti acquisiti in godimento per la commercializzazione o espressamente creati; la loro pubblicizzazione, cessione in uso a terzi, quali aziende di produzione di prodotti cosmetici e profumi, negozi e istituti di bellezza, centri estetici, profumerie, istituti di massaggio e di cure estetiche. Costituirà anche parte essenziale delle attività sociali la vendita di servizi tecnici e promozionali ai succitati esercizi, l'organizzazione di viaggi, congressi, meeting, incontri tecnici, formazione del personale, campagne pubblicitarie e quant'altro necessita a promuovere, valorizzare e divulgare la conoscenza, lo sfruttamento e l'utilizzo dei marchi gestiti o creati in uso;

b) marketing e promozione pubblicitaria; comunicazione; organizzazione eventi; computer-grafic; desktop publishing; fotocomposizione; fotolito; stampa digitale; stampa in tipografia; litografia; serigrafia; gommografia; audiovisivi; fotografia pubblicitaria, industriale e arti grafiche in genere; confezionamento, imbustamento e legatoria; archiviazione elettronica, gestione di liste, direct marketing, gestione dati clienti (con la precisazione che detta attività si esaurirà nella mera manipolazione informatica di detti dati) e sviluppo sistemi informatici di supporto a dette attività;

c) edizione e distribuzione di pubblicazioni nelle materie sopra elencate, purché aventi periodicità tale da non essere soggette, in ogni caso, all'applicazione della legge n. 416 del 1981 e successive modifiche ed integrazioni; spedizione plichi e periodici confezionati o/e preimbustati, anche a mezzo abbonamento postale;

d) l'attività di vendita di spazi pubblicitari sia su supporti cartacei che su media telematici, nei limiti consentiti dalla vigente normativa;

e) la fornitura di servizi di accettazione, stampa, stoccaggio, immagazzinamento, smistamento, postalizzazione, trasporti e recapito di corrispondenza in genere non sottoposta ad area di riserva, compresa la posta elettronica e non, nonché servizi di domiciliazione postale, attività di mailing, distribuzione di manifesti e materiale;

f) produzione, vendita anche per corrispondenza e/o a distanza, assistenza, commercio sia in proprio che per rappresentanza con e senza deposito, di servizi inerenti, affini o connessi con l'attività di cui ai punti a), b), c), d);

g) l'acquisto, la vendita, la locazione e la gestione di beni immobili, l'alienazione e costituzione di diritti reali immobiliari, la costruzione, la ristrutturazione ed il restauro di stabili civili, residenziali, industriali e monumentali, ivi compresa l'impiantistica, e relativa gestione e vendita, la lottizzazione di aree, la realizzazione di giardini, le attività di scavi anche archeologici, demolizioni e costruzioni di pavimentazioni stradali e opere di urbanizzazione, la realizzazione di acquedotti e fognature, l'esecuzione di lavori di sistemazione agraria e di edilizia portuale, fluviale e ferroviaria, nonché di lavori stradali ivi compresa la realizzazione di gallerie e trafori;

h) l'assunzione - ma non nei confronti del pubblico - di partecipazioni in imprese e società aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio; la gestione ed amministrazione delle stesse anche in riferimento alle problematiche relative a strategie, politiche, organizzazione, procedure e metodi, nonché la fornitura di servizi di assistenza per l'attuazione pratica del programma suggerito; la gestione dei servizi al personale delle società partecipate (quali la gestione di auto aziendali, buoni pasto, rapporti con il consulente del lavoro ecc.); la fornitura di servizi amministrativi alle società partecipate; la prestazione del servizio di elaborazione dei dati contabili e statistici mediante l'uso di metodi tradizionali e anche con sistemi elettronici e di elaborazione e trasmissione dati, con la precisazione che detta attività si esaurirà nella mera manipolazione informatica degli stessi; la concessione di finanziamenti, mutui e prestiti a breve, medio e lungo termine ad imprese e società controllanti, controllate e collegate ai sensi dell'art. 2359 c.c. e comunque all'interno di un medesimo gruppo e nei limiti e nell'osservanza del Decreto del Ministero dell'Economia e delle Finanze 17 febbraio 2009 n. 29 e successive norme modificative, integrative o sostitutive.

Per il raggiungimento dello scopo sociale, la Società potrà compiere - ma non come oggetto prevalente e non nei confronti del pubblico - operazioni mobiliari, immobiliari e finanziarie di qualsiasi specie, compreso il rilascio di garanzie reali e personali a favore proprio o di terzi, se nell'interesse sociale. Sono comunque escluse dall'oggetto sociale le attività riservate agli intermediari finanziari di cui all'art. 106 del Decreto Legislativo 1 settembre 1993 n. 385, quelle riservate

alle società di intermediazione mobiliare di cui al D. Lgs. 24 febbraio 1998 n. 58, quelle di mediazione di cui alla legge 3 febbraio 1989 n. 39, di mediazione creditizia e di agenzia in attività finanziaria, le attività professionali protette di cui alla legge 23 novembre 1939 n. 1815 e loro modifiche, integrazioni e sostituzioni e comunque tutte le attività che per legge sono riservate a soggetti muniti di particolari requisiti non posseduti dalla Società.

Art. 4. Durata. La Società avrà durata fino al 31 (trentuno) dicembre 2060 (duemilase sessanta).

Titolo II. Capitale - Strumenti di finanziamento - Partecipazione sociale

Art. 5. Capitale sociale. Il capitale sociale è pari ad euro 5.400.000 (cinquemilioniquattrocentomila).

La società potrà aumentare il capitale sia mediante nuovi conferimenti sia mediante passaggio di riserve a capitale.

L'aumento di capitale mediante nuovi conferimenti potrà avvenire mediante conferimenti in denaro, di beni in natura, di crediti o di qualsiasi altro elemento dell'attivo suscettibile di valutazione economica.

Salvo il caso di cui all'articolo 2482-ter c.c., gli aumenti del capitale possono essere attuati anche mediante offerta di partecipazioni di nuova emissione a terzi; in tal caso, spetta ai soci che non hanno concorso alla decisione il diritto di recesso a norma dell'articolo 2473 c.c..

Il conferimento potrà anche avvenire mediante la prestazione di una polizza di assicurazione o di una fidejussione bancaria con cui vengono garantiti, per l'intero valore ad essi assegnato, gli obblighi assunti dal socio aventi per oggetto la prestazione d'opera o di servizi a favore della società.

Art. 6. Apporti e Finanziamenti dei soci. La società può acquisire dai soci, previo consenso individuale degli stessi, versamenti in conto capitale o a fondo perduto senza obbligo di rimborso ovvero stipulare con i soci, sulla base di trattative personalizzate, finanziamenti con obbligo di

rimborso, che si presumono infruttiferi salva diversa determinazione risultante da atto scritto. Il tutto nei limiti e con le modalità previsti dalla vigente normativa.

Il rimborso dei finanziamenti dei soci a favore della società, effettuati in un momento in cui risulta un eccessivo squilibrio dell'indebitamento rispetto al patrimonio netto oppure in una situazione finanziaria della società nella quale sarebbe stato ragionevole un conferimento, è postergato rispetto alla soddisfazione degli altri creditori e, se avvenuto nell'anno precedente la dichiarazione di fallimento della società, deve essere restituito.

Art. 7. Emissione di titoli di debito. La società può emettere titoli di debito nel rispetto delle vigenti norme di legge in materia.

La decisione relativa all'emissione di titoli di debito dovrà essere adottata con decisione dei soci.

Art. 8. Trasferimento della partecipazione sociale per atto tra vivi. I trasferimenti delle partecipazioni sociali sono efficaci nei confronti della società soltanto se risulta osservato il procedimento descritto nel presente articolo.

In caso di trasferimento per atto tra vivi, anche a titolo gratuito, delle partecipazioni o di parte di esse, è riservato agli altri soci il diritto di prelazione.

Ai fini dell'esercizio della prelazione, chi intende alienare in tutto o in parte la propria partecipazione, dovrà dare comunicazione del proprio intendimento, della persona dell'acquirente e del corrispettivo offerto mediante biglietto raccomandato, agli altri soci, a ciascun amministratore e, i soci, nei trenta giorni dal ricevimento (risultante dal timbro postale) potranno esercitare la prelazione alle condizioni di cui in appresso, sempre a mezzo di biglietto raccomandato inviato agli amministratori e al socio alienante.

I soci aventi diritto potranno in ogni caso esercitare la prelazione a parità di condizioni.

Qualora il corrispettivo dell'alienazione sia di natura

infungibile ovvero manchi un corrispettivo, gli stessi potranno esercitare la prelazione versando la somma di denaro corrispondente al valore della quota, che il socio intenzionato ad alienare avrà indicato nella comunicazione di cui sopra. In mancanza della suddetta indicazione tale comunicazione sarà considerata priva di effetti.

Qualora il corrispettivo o il valore indicato sia considerato da uno o più prelazionari eccessivamente elevato in rapporto al valore della quota, questi ed il socio che intende alienare dovranno nominare di comune accordo un arbitratore che proceda a stimare la quota stessa. In mancanza di accordo tale arbitratore verrà nominato, a spese di entrambe le parti, dal Presidente del Tribunale in cui ha sede la società. In tal caso l'esercizio della prelazione potrà avvenire secondo il valore così attribuito alla partecipazione.

Qualora più soci intendano esercitare la prelazione, la quota offerta in vendita sarà attribuita in misura proporzionale alla partecipazione di ciascuno alla società.

Art. 9. Trasferimento della partecipazione sociale per causa di morte. Le partecipazioni sociali sono liberamente trasferibili per causa di morte.

In caso di trasferimento della partecipazione sociale a causa di morte ad una pluralità di soggetti la partecipazione stessa si suddividerà automaticamente tra gli stessi in proporzione alla propria quota di acquisto per causa di morte; in tal caso ove la quota sia dotata di valore nominale il risultato di tale suddivisione sarà arrotondato al secondo decimale in base alle regole di cui all' art. 5 del Regolamento (CE) n. 1103/97 del Consiglio del 17 giugno 1997.

Titolo III. Recesso - Esclusione

Art. 10. Recesso. Il socio ha diritto di recesso nei casi previsti dalla legge. In particolare il socio ha diritto di recesso anche qualora non abbia consentito alle decisioni relative alla proroga del termine, alla modifica dei criteri di determinazione del valore della quota in sede di recesso ed alla introduzione o rimozione di vincoli alla circolazione delle quote. Nel caso in cui vengano introdotte clausole che determinino l'intrasferibilità delle partecipazioni o ne subordinino il trasferimento al gradimento di organi sociali, di soci o di terzi senza prevederne condizioni e limiti, o pongano condizioni o limiti che nel caso concreto impediscono il trasferimento a causa di morte, il diritto di recesso spetta non in dipendenza della delibera introduttiva della clausola in parola, ma nei casi e nei modi previsti dall'art. 2469 c.c..

Il diritto di recesso è esercitato mediante lettera raccomandata che deve essere spedita alla società entro quindici giorni dalla iscrizione nel registro delle imprese della decisione che lo legittima, con l'indicazione delle generalità del socio recedente, del domicilio per le comunicazioni inerenti al procedimento. Ove il recesso consegua al verificarsi di un determinato fatto ed esso è diverso da una decisione, il diritto è esercitato mediante lettera raccomandata spedita entro trenta giorni dalla sua conoscenza da parte del socio. Sono salvi i diversi termini previsti da speciali disposizioni di legge.

Il diritto di recesso può esser esercitato solo con riferimento all'intera quota posseduta dal socio recedente.

I soci che recedono dalla società hanno diritto di ottenere il rimborso della propria partecipazione in proporzione del patrimonio sociale, determinato tenendo conto del suo valore di mercato al momento della dichiarazione di recesso, considerando anche il valore di avviamento.

A tal fine sarà utilizzato il criterio noto alla pratica aziendalista come metodo misto patrimoniale - reddituale. L'organo amministrativo, ricevuta la dichiarazione di recesso, la comunica a mezzo raccomandata con avviso di ricevimento agli altri soci, invitandoli a trovare, nel termine di trenta giorni dal ricevimento della comunicazione, un accordo per la determinazione del valore di rimborso del socio receduto e per l'attuazione del rimborso mediante acquisto della quota del recedente da parte degli altri soci proporzionalmente alle loro partecipazioni o da parte di un terzo. Qualora tutti gli altri soci si accordino per iscritto in tal senso l'acquisto in parola può avvenire anche per quote diverse o in favore solo di alcuni dei soci.

In particolare la cessione della quota del socio receduto agli altri soci, ovvero al terzo concordemente individuato dai medesimi, potrà essere effettuata dall'organo amministrativo della società, con facoltà di contrarre con se medesimo ove rivesta anche la qualità di acquirente, dovendo questo ritenersi investito, in forza del presente atto, del relativo potere rappresentativo nei confronti del socio receduto.

Ove entro il termine di cui sopra non risulti documentato per iscritto il raggiungimento di un accordo tra i soci, e la società non riesca a sua volta a trovare un accordo con il socio recedente sulla determinazione del valore di rimborso, l'organo amministrativo o il socio recedente possono rivolgersi al tribunale per chiedere la nomina di un esperto ai sensi dell'art. 2473 c.c..

Il rimborso delle partecipazioni per cui è stato esercitato il diritto di recesso deve essere eseguito entro centoottanta giorni dalla comunicazione del medesimo fatta alla società.

L'organo amministrativo, non appena pervenga a conoscenza del valore di rimborso determinato ai sensi delle precedenti disposizioni e sempreché non risulti documentato il raggiungimento di un accordo tra i soci per l'attuazione del rimborso mediante acquisto della quota del recedente, effettua il rimborso nel termine di cui sopra utilizzando riserve disponibili o in mancanza convoca l'assemblea per deliberare la corrispondente riduzione del capitale sociale in conformità all'art. 2482 c.c. e, qualora sulla base di esso non risulti possibile il rimborso della partecipazione del socio receduto, la società viene posta in liquidazione.

Se il rimborso avviene mediante l'utilizzazione di riserve disponibili la partecipazione del socio receduto, una volta che il rimborso sia stato effettuato, si accresce a tutti i soci in proporzione alla quota da ciascuno di essi posseduta. Il recesso non può essere esercitato e, se già esercitato, è privo di efficacia, se prima della scadenza del termine per il rimborso, la società revoca la delibera che lo legittima ovvero delibera lo scioglimento.

Il socio recedente, una volta che la dichiarazione di recesso è stata comunicata alla società, non può revocare la relativa dichiarazione se non con il consenso della società medesima.

Art. 11. Esclusione. Non sono previste particolari ipotesi di esclusione, salvo quanto disposto dalla legge.

Titolo IV. Decisioni dei soci

Art. 12. Materie rimesse alle decisioni dei soci. I soci decidono sugli argomenti che uno o più amministratori o tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale sottopongono alla loro approvazione nonché sulle materie riservate alla loro competenza dalla legge.

Ogni socio ha diritto di partecipare alle decisioni sopra indicate ed il suo voto vale in misura proporzionale alla sua partecipazione, fermo restando che il socio moroso non può partecipare alle decisioni dei soci.

Art. 13.1. Modalità di adozione delle decisioni dei soci. Le decisioni dei soci possono essere adottate mediante deliberazione assembleare ai sensi dell'art. 2479-bis c.c. ovvero mediante consultazione scritta, a scelta di chi è legittimato a promuovere l'adozione della decisione.

Nondimeno esse devono essere adottate mediante deliberazione assembleare ai sensi dell'art. 2479-bis c.c. con riferimento alle materie di cui ai nn. 4 e 5 dell'art. 2479 c.c., nonché nel caso previsto dal quarto comma dell'articolo 2482-bis c.c. ovvero quando lo richiedano uno o più amministratori o un numero di soci che rappresentano almeno un terzo del capitale sociale.

In tale ultimo caso la richiesta di operare mediante deliberazione assembleare può essere esercitata solo finché la decisione non si sia perfezionata, alla stregua delle disposizioni che seguono. In caso di consultazione scritta la comunicazione alla società del consenso dei soci alla decisione può avvenire anche a mezzo fax. Le decisioni non assembleari sono prese con il voto favorevole dei soci che rappresentano almeno il 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale.

Art. 13.2. Decisioni mediante consultazione scritta. Nel caso in cui la decisione sia adottata mediante consultazione scritta, il testo scritto della stessa, dal quale risulti con chiarezza il relativo argomento, è predisposto da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale. Esso viene sottoposto, a ciascun socio, con comunicazione a mezzo:

- lettera raccomandata o telegramma spediti ai soci nel domicilio risultante dal registro delle imprese oppure
- telefax, messaggio SMS o messaggio di posta elettronica inviati ai soci rispettivamente al numero di fax, al numero di telefono o all'indirizzo di posta elettronica notificato alla società.

Sarà del pari considerata effettuata la comunicazione ove il testo della decisione sia datato e sottoscritto per presa visione dal socio interpellato.

Il socio interpellato, se lo ritiene, presta il suo consenso per iscritto, sottoscrivendo il testo predisposto od altrimenti approvandolo per iscritto.

La decisione si perfeziona validamente quando tutti i soci siano stati interpellati e almeno la maggioranza prescritta abbia espresso e comunicato alla società il proprio consenso alla decisione proposta.

Art. 14. Assemblea dei soci. L'assemblea dei soci di cui all'art. 2479-bis c.c. è convocata anche fuori della sede sociale purché in Italia, da uno o più amministratori o da tanti soci che rappresentano almeno un terzo del capitale, mediante:

- lettera raccomandata o telegramma spediti ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza nel domicilio risultante dal registro delle imprese oppure
- telefax, messaggio SMS o messaggio di posta elettronica inviati ai soci almeno otto giorni prima dell'adunanza, rispettivamente al numero di fax, al numero di telefono o all'indirizzo di posta elettronica notificato alla società.

Sarà del pari considerata effettuata la comunicazione dell'avviso di convocazione ove il relativo testo sia datato e sottoscritto per presa visione dal socio destinatario.

L'assemblea sarà valida anche se non convocata in conformità alle precedenti disposizioni purché alla relativa deliberazione partecipi l'intero capitale sociale e tutti gli amministratori e sindaci, se nominati, siano presenti o informati della riunione e del suo oggetto (anche a mezzo fax, messaggio SMS o messaggio di posta elettronica ed anche il giorno stesso della riunione) e nessuno si opponga alla trattazione dell'argomento.

Il socio può farsi rappresentare in assemblea mediante delega scritta e la relativa documentazione è conservata secondo quanto prescritto dall'articolo 2478, primo comma, numero 2) c.c.. La rappresentanza in assemblea può essere attribuita a terzi anche a mezzo delega generica (vale a dire non riferita a singole assemblee), o a mezzo procura generale.

L'assemblea è presieduta dall'Amministratore Unico o dal Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in mancanza, da altra persona designata dagli intervenuti. Il presidente è assistito da un segretario designato nello stesso modo, salvo il caso in cui il verbale è redatto da notaio.

Il verbale deve indicare la data dell'assemblea e, anche in allegato, l'identità dei partecipanti e il capitale rappresentato da ciascuno; deve altresì indicare le modalità e il risultato delle votazioni e deve consentire, anche per allegato, l'identificazione dei soci favorevoli, astenuti o dissenzienti. Nel verbale devono essere riassunte, su richiesta dei soci, le loro dichiarazioni pertinenti all'ordine del giorno. Il verbale deve essere redatto senza ritardo, nei tempi necessari per la tempestiva esecuzione degli obblighi di deposito o di pubblicazione.

Il presidente dell'assemblea verifica la regolarità della costituzione, accerta l'identità e la legittimazione dei presenti, regola il suo svolgimento ed accerta i risultati delle votazioni.

In caso di trasferimento della partecipazione in prossimità dell'assemblea, il cessionario ha diritto di voto per la quota acquistata se al momento dell'apertura dell'assemblea il relativo trasferimento risulti regolarmente iscritto nel registro delle imprese nell'osservanza di quanto previsto nel presente statuto. L'assemblea può esser tenuta con intervenuti dislocati in più luoghi, contigui o distanti, audio/video collegati, a condizione che siano rispettati il metodo collegiale e i principi di buona fede e di parità di trattamento dei soci. In particolare, è necessario che:

- sia consentito al presidente dell'assemblea, anche a mezzo del proprio ufficio di presidenza, di accertare l'identità e la legittimazione degli intervenuti, regolare lo svolgimento dell'adunanza, constatare e proclamare i risultati della votazione;
- sia consentito al soggetto verbalizzante di percepire adeguatamente gli eventi assembleari oggetto di verbalizzazione;
- sia consentito agli intervenuti di partecipare alla discussione e alla votazione simultanea sugli argomenti all'ordine del giorno;

- vengano indicati nell'avviso di convocazione (salvo che si tratti di assemblea totalitaria) i luoghi audio/video collegati a cura della società, nei quali gli intervenuti potranno affluire, dovendosi ritenere svolta la riunione nel luogo ove saranno presenti il presidente e il soggetto verbalizzante.

L'Assemblea delibera con il voto favorevole dei soci che rappresentano almeno il 75% (settantacinque per cento) del capitale sociale.

Art. 15. Modificazioni dell'atto costitutivo. Le modificazioni dell'atto costitutivo sono deliberate dall'assemblea dei soci a norma dell'articolo 2479-bis c.c.. In caso di aumento di capitale mediante nuovi conferimenti, la comunicazione ai soci relativa all'offerta di sottoscrizione deve essere effettuata a mezzo lettera raccomandata con avviso di ricevimento. Tale forma di comunicazione non è necessaria per i soci presenti alla deliberazione di aumento, per i quali la comunicazione si intende effettuata a seguito dell'adozione della deliberazione medesima.

Ove la deliberazione di aumento di capitale mediante nuovi conferimenti consenta che la parte dell'aumento di capitale non sottoscritta da uno o più soci sia sottoscritta dagli altri soci o da terzi, i soci che esercitano il diritto di sottoscrizione, purché ne facciano contestuale richiesta, hanno diritto di prelazione nell'acquisto delle quote che siano rimaste non optate.

Titolo V. Amministrazione - Rappresentanza

Art. 16. Nomina - Revoca - Durata. La Società è amministrata da un minimo di uno a un massimo di sette amministratori nominati con decisione dei soci. Gli Amministratori possono essere anche non Soci, durano in carica fino a revoca o dimissioni, salvo che non venga stabilita una determinata durata della carica all'atto della nomina; essi possono essere rieletti e sono revocabili dall'assemblea in qualunque tempo, anche se nominati nell'atto costitutivo, salvo il diritto dell'amministratore al risarcimento dei danni, se la revoca avviene, laddove la nomina sia stata fatta a tempo indeterminato, in mancanza di un congruo preavviso salvo che ricorra una giusta causa ovvero, laddove la nomina sia stata fatta a tempo determinato, senza giusta causa.

Art. 17. Compenso. Agli Amministratori spetta, oltre al rimborso delle spese sostenute per ragioni del loro ufficio, un emolumento annuo nella misura stabilita da decisione dei soci all'atto della loro nomina o successivamente; a favore degli stessi potranno altresì essere accantonate somme a titolo di trattamento di fine mandato, il tutto nei limiti e con le modalità previste dalla vigente normativa in materia.

Art. 18. Poteri. Gli amministratori sono investiti dei più ampi poteri per la gestione ordinaria e straordinaria della Società, ad eccezione soltanto di quanto in forza della legge o del presente statuto sia riservato alla decisione dei soci.

Art. 19. Forme di amministrazione. Quando l'amministrazione è affidata a più persone, queste costituiscono il consiglio di amministrazione.

Tuttavia, salvo quanto per legge riservato alla competenza del consiglio di amministrazione, l'amministrazione può essere ad esse affidata disgiuntamente oppure congiuntamente, secondo quanto stabilito nella deliberazione di nomina; in tali casi si applicano, rispettivamente, gli articoli 2257 e 2258 c.c., ma la decisione di cui al terzo comma dell'art. 2257 c.c. e al secondo comma dell'art. 2258 c.c. è adottata dagli amministratori a maggioranza calcolata per teste.

Art. 20. Decisioni del consiglio di amministrazione. Il Consiglio di Amministrazione, elegge nel suo seno il Presidente e il vice-presidente se non già nominati dai soci.

Le decisioni del consiglio di amministrazione possono essere adottate con metodo collegiale ovvero mediante consultazione scritta

Nel caso di decisione assunta per consultazione scritta si applicano le rispettive regole procedurali di cui ai precedenti articoli 13.1, quarto comma, 13.2; per l'adozione della decisione non collegiale è richiesto il consenso della maggioranza assoluta degli Amministratori.

Nel caso di decisione collegiale il consiglio si riunisce presso la sede sociale o in qualsiasi altro luogo, in Italia, ogni volta che il Presidente lo ritenga opportuno oppure ne faccia domanda uno dei Consiglieri.

L'avviso di convocazione deve essere inviato ai Consiglieri a mezzo:

- lettera raccomandata o telegramma spediti al domicilio di ciascun amministratore (e Sindaco Effettivo o Revisore se nominati) almeno cinque giorni prima della adunanza,

- telefax, messaggio SMS o messaggio di posta elettronica inviati a ciascun amministratore (e Sindaco Effettivo o Revisore se nominati) almeno cinque giorni prima dell'adunanza, rispettivamente al numero di fax, al numero di telefono o all'indirizzo di posta elettronica notificato alla società.

L'avviso dovrà indicare la data, l'ora ed il luogo della riunione, e gli argomenti da trattare.

Nei casi di urgenza il termine potrà essere ridotto ad un giorno e l'avviso sarà spedito per telegramma o inviato per telefax, messaggio SMS o messaggio di posta elettronica.

La riunione collegiale è validamente costituita purché sia presente almeno la maggioranza assoluta degli Amministratori. Le deliberazioni sono prese con il voto favorevole della maggioranza assoluta dei Consiglieri presenti.

Il relativo verbale è sottoscritto dal Presidente e dal Segretario che potrà essere anche estraneo al Consiglio.

E' ammessa la possibilità che le adunanze del Consiglio di Amministrazione si tengano con intervenuti dislocati in più luoghi audio/video collegati, a condizione che tutti i partecipanti possano essere esattamente identificati e sia loro con-

sentito seguire la discussione ed intervenire in tempo reale alla trattazione degli argomenti affrontati nonché visionare e ricevere documentazione e poterne trasmettere. Verificandosi questi requisiti, il Consiglio di Amministrazione si considera tenuto nel luogo in cui si trova il Presidente e dove pure deve trovarsi il Segretario della riunione, onde consentire la stesura e la sottoscrizione del verbale sul relativo libro.

Art. 21. Amministratori delegati. Il Consiglio può delegare parte dei suoi poteri ad uno o più Amministratori determinando i limiti della delega e fatti salvi i poteri non delegabili ai sensi di legge.

Art. 22. Rappresentanza. La rappresentanza della Società di fronte ai terzi ed in giudizio spetta:

- all'Amministratore Unico,
- al Presidente del Consiglio di Amministrazione o, in caso di assenza o impedimento di questi, al Vice Presidente,
- all'Amministratore Delegato, nei limiti della delega,
- a ciascuno degli amministratori disgiuntamente in caso di amministrazione disgiuntiva ai sensi dell'art 2257 c.c.,
- a tutti gli amministratori congiuntamente in caso di amministrazione congiuntiva ai sensi dell'art 2258 c.c..

L'Organo Amministrativo potrà conferire parte dei suoi poteri a procuratori all'uopo nominati per singoli atti o categorie di atti.

Titolo VI. Controlli

Art. 23. Organo di controllo. Qualora ne sussista l'obbligo ai sensi di legge, oppure qualora i soci decidessero di avvalersi di un Organo di Controllo, la gestione societaria sarà controllata da un Sindaco ovvero da un Collegio Sindacale.

La nomina dell'organo di controllo è effettuata con decisione dei soci, che provvederà anche a stabilire se l'organo di controllo debba essere costituito da un sindaco unico ovvero da un collegio sindacale.

Qualora i soci decidano di nominare quale organo di controllo un Collegio Sindacale esso sarà composto di 3 (tre) membri effettivi e 2 (due) supplenti nominati con decisione dei soci.

L'organo di controllo così nominato esercita la revisione legale dei conti, salvo che, in forza di particolari disposizioni di legge o di una specifica scelta dell'assemblea, tale funzione non possa essere attribuita all'organo di controllo e debba separatamente essere assegnata ad un revisore legale dei conti o ad una società di revisione legale iscritti nell'apposito registro.

Esso vigila sull'osservanza della legge e dello statuto, sul rispetto dei principi di corretta amministrazione ed in particolare sull'adeguatezza dell'assetto organizzativo, amministrativo e contabile adottato dalla società e sul suo concreto funzionamento. Per il funzionamento e la retribuzione, valgono le norme di legge.

Art. 24. Controllo individuale del socio. In ogni caso i soci che non partecipano all'amministrazione hanno diritto di avere dagli amministratori notizie sullo svolgimento degli affari sociali e di consultare, anche tramite professionisti di loro fiducia, i libri sociali ed i documenti relativi all'amministrazione.

Titolo VII. Esercizio sociale - Bilancio

Art. 25. Esercizio sociale. L'esercizio sociale si chiude al trentuno dicembre di ogni anno.

Art. 26. Bilancio. Il bilancio, redatto con l'osservanza delle norme di legge, è presentato ai soci entro centoventi giorni dalla chiusura dell'esercizio sociale oppure, ove la società sia tenuta alla redazione del bilancio consolidato ovvero quando lo richiedono particolari esigenze relative alla struttura ed all'oggetto della società, entro centoottanta giorni dalla sopradetta chiusura; in questi casi gli amministratori segnalano nella relazione prevista dall'articolo 2428 c.c. le ragioni della dilazione.

Gli utili saranno ripartiti come segue:

- a) il 5% (cinque per cento) al fondo di riserva, nei limiti di cui all'art. 2430 del Codice Civile;
- b) il 95% (novantacinque per cento) ai soci in proporzione alla quota di capitale posseduta, salvo diversa deliberazione dell'Assemblea nei limiti consentiti dalla legge.

Titolo VIII. Scioglimento - Liquidazione

Art. 27. Competenze dell'assemblea. Verificata ed accertata nei modi di legge una causa di scioglimento della Società, l'Assemblea verrà convocata per le necessarie deliberazioni a norma dell'art. 2487 del Codice Civile.

Titolo IX. Clausole di composizione delle liti

Art. 28. Clausola compromissoria. Tutte le controversie insorgenti tra i soci ovvero tra i soci e la società che abbiano ad oggetto diritti disponibili relativamente al rapporto sociale sono devolute ad un arbitro, che dovrà essere nominato, su istanza della parte più diligente, dal presidente del tribunale in cui la società ha sede.

La presente clausola compromissoria comprende tutte le controversie che potranno insorgere tra società da una parte, amministratori, rappresentanti, liquidatori e sindaci dall'altra, sia che si tratti di controversie promosse dalla società, sia che si tratti di controversie promosse da questi ultimi soggetti.

L'arbitro formerà la propria determinazione secondo diritto in via rituale, osservando, ai fini della propria competenza e del procedimento, le norme inderogabili del codice di procedura civile e delle leggi speciali in materia.

Art. 29. Risoluzione di contrasti sulla gestione della società. I contrasti tra coloro che hanno il potere di amministrare in ordine alle decisioni da adottare nella gestione della società, quando determinano insorgenza di un dissidio insanabile secondo il prudente apprezzamento di ciascuno degli interessati, sono deferite ad un professionista con studio nella provincia dove la società ha la propria sede, nominato, su istanza della parte più diligente contenente dettagliata indicazione del dissidio, dal presidente dell'ordine dei dottori commercialisti del distretto in cui la società ha sede.

Il professionista potrà altresì essere scelto di comune accordo dalle parti interessate.

Il professionista nominato o scelto dovrà comunicare tempestivamente alle parti, mediante raccomandata a.r. o fax, la propria accettazione dell'incarico, con indicazione delle modalità e dei termini del procedimento di risoluzione del contrasto che egli intende adottare, nel rispetto del contraddittorio tra le parti in contrasto.

Il professionista dovrà in ogni caso comunicare alle parti, con i medesimi mezzi di cui sopra, la propria determinazione ai fini della risoluzione del conflitto entro trenta giorni dall'accettazione dell'incarico.

La decisione resa ai sensi del presente articolo non è reclamabile ed è impugnabile ai sensi di legge.

Titolo X. Disposizioni finali

Art. 30. Intestazioni fiduciarie. Le quote possono essere intestate a società fiduciarie operanti ai sensi e per gli effetti della l. 1966/39 e successive modifiche ed integrazioni.

Le quote e/o i diritti sociali e patrimoniali possono essere oggetto di intestazione fiduciaria esclusivamente in capo a società italiane operanti ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni; in tale caso la titolarità effettiva e le conseguenti responsabilità sono ritenute in capo al Socio fiduciante.

Le società fiduciarie possono nelle forme di legge liberamente trasferire le quote loro intestate ai propri mandanti, loro eredi e successori "mortis causa", ovvero ad altra società fiduciaria, qualora i mandanti della fiduciaria destinataria del trasferimento siano i mandanti della fiduciaria che effettua il trasferimento. L'intestazione a società fiduciaria o la reintestazione da parte della stessa (previa esibizione del mandato fiduciario) agli effettivi proprietari non è soggetta a quanto previsto dall'art. 8 del presente statuto (prelazione).

Resta tuttavia inteso che, invece, l'eventuale mutamento del Socio fiduciante rientrerà nel campo di applicazione dell'art. 8 del presente statuto (prelazione).

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie, il diritto di recesso potrà essere esercitato anche solo per parte della partecipazione, in esecuzione di istruzioni provenienti da differenti fiducianti.

L'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto ed esclusivo interesse del proprio fiduciante, effettivo proprietario della partecipazione.

In caso di partecipazioni intestate a società fiduciarie il diritto di voto in assemblea potrà essere esercitato in maniera divergente in esecuzione di eventuali istruzioni di differenti fiducianti. Nelle ipotesi di intestazione fiduciaria delle partecipazioni sociali in capo a società fiduciaria operante ai sensi della legge 1966/1939 e successive modifiche ed integrazioni, i soci, prendendo atto che l'esercizio dei diritti sociali da parte della società fiduciaria avviene per conto e nell'esclusivo interesse del fiduciante effettivo proprietario della partecipazione, si impegnano, nelle controversie relative a rapporti societari, a consentire l'estromissione della fiduciaria ai sensi dell'art. 111 c.p.c. e a proseguire il processo nei confronti del fiduciante medesimo.

Art. 31. Rinvio. Per quanto non è espressamente previsto dal presente Statuto, valgono le disposizioni del codice civile e delle leggi speciali in materia."

Douzième résolution

L'assemblée générale extraordinaire décide de conférer tous pouvoirs à Monsieur Francesco FOCHETTI, prénommé, pour représenter la Société devant toutes les instances administratives et fiscales en Italie à la suite du transfert de siège et du changement de nationalité comme dit ci-avant et en vue de l'inscription de la Société en Italie.

Condition suspensive

Toutes les résolutions sont prises sous la condition suspensive de l'inscription de la Société en Italie.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: E. LIOTINO, C. ANGELETTI, R. MARQUES, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 02 octobre 2013. Relation: EAC/2013/12725.

Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2013144879/481.

(130176237) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Botech Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 138.500.

—
DISSOLUTION

In the year two thousand thirteen, on the eighth day of October.

Before the undersigned Maître Gérard LECUIT, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

The company Botech Sàrl, a private limited liability company (société à responsabilité limitée), incorporated under the law of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, registered with the Luxembourg Trade Register under the number B 127.474,

Hereby represented by Mr Philippe AFLALO, company's director, residing professionally in L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, acting in his capacity of manager of the company, binding the company by his sole signature.

Such appearer, acting in the said capacity, has requested the undersigned notary to state:

- that it is the sole actual shareholder of Botech Holding S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée, incorporated by deed of the undersigned notary on April, 28th, 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 1379 of June, 5th, 2008. The Articles of Association have been amended by a deed of the undersigned notary on June, 15th, 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2041 of 2 September 2011;

- that the capital of the Company is fixed at FIVE HUNDRED THOUSAND EUROS (500.000.- EUR) represented by FIVE HUNDRED (500) shares with a par value of ONE THOUSAND EUROS (1.000.- EUR) each, all fully paid-up;

- that the appearing party, prenamed, is the sole owner of all the shares and declares that he has full knowledge of the articles of incorporation and the financial standing of the Company;

- that the appearing party, represented as stated above, in its capacity of sole shareholder of the Company, has resolved to proceed to the anticipatory and immediate dissolution of the Company and to put it into liquidation;

- that the appearing party, in its capacity as liquidator of the Company, and according to the balance sheet of the Company as at October, 8th, 2013, declares that all the liabilities of the Company, including the liabilities arising from the liquidation, are settled or retained;

The appearing party furthermore declares that:

- the Company's activities have ceased;

- the sole shareholder is thus vested with all the assets of the Company and undertakes to settle all and any liabilities of the terminated Company, the balance sheet of the Company as at October, 8th, 2013, being only one information for all purposes;

- following to the above resolutions, the Company's liquidation is to be considered as accomplished and closed;

- the Company's managers are hereby granted full discharge with respect to their duties;

- there shall be proceeded to the cancellation of all issued shares;

- the books and documents of the company shall be lodged during a period of five years at L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

No confusion of patrimony can be made, neither the assets of dissolved company or the reimbursement to the sole shareholder can be done, before a period of thirty days (article 69 (2) of the law on commercial companies) to be counted from the day of publication of the present deed, and only if no creditor of the Company currently dissolved and liquidated has demanded the creation of security.

Costs

The costs, expenses, remunerations or charges in any form whatsoever incumbent to the company and charged to it by reason of the present deed are estimated approximately at one thousand euro (EUR 1,000).

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

WHEREOF the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille treize, le huit octobre.

Par-devant Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg.

A COMPARU:

La Société Botech Sàrl, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le numéro B 127.474,

ici représentée par Monsieur Philippe AFLALO, administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen,

agissant en sa qualité de gérant de la société et pouvant engager la société par sa seule signature.

Laquelle comparante, a requis le notaire instrumentant d'acter:

- Qu'elle est la seule et unique associée de la société Botech Holding S.à r.l. (la «Société»), société à responsabilité limitée, constituée suivant acte du notaire instrumentant en date du 28 avril 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1379 du 5 juin 2008. Les statuts ont été modifiés suivant acte du notaire instrumentant en date du 15 juin 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2041 du 2 septembre 2011;

- que le capital social de la Société s'élève CINQ CENT MILLE EUROS (500.0 00.- EUR) représenté par CINQ CENTS (500) parts sociales d'une valeur nominale de MILLE EUROS (1.000.- EUR) chacune, entièrement libérées;

- que la partie comparante, est seule propriétaire de toutes les parts sociales et qu'elle déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la Société;

- que la partie comparante, représentée comme mentionné ci-avant, en sa qualité d'associé unique de la Société, a décidé de procéder à la dissolution anticipée et immédiate de la Société et de la mettre en liquidation;

- que la partie comparante, en sa qualité de liquidateur de la Société et au vu du bilan de la Société au 8 octobre 2013, déclare que tout le passif de la Société, y compris le passif lié à la liquidation de la Société, est réglé ou dûment provisionné;

La partie comparante déclare encore que:

- l'activité de la Société a cessé;

- l'associé unique est investi de l'entière de l'actif de la Société et déclare prendre à sa charge l'entière du passif de la Société qu'il soit connu et impayé, ou inconnu et non encore payé, le bilan au 8 octobre 2013 étant seulement un des éléments d'information à cette fin;

- suite aux résolutions ci-avant, la liquidation de la Société est à considérer comme accomplie et clôturée;

- décharge pleine et entière est accordée aux gérants de la Société;

- il y a lieu de procéder à l'annulation de toutes les parts sociales;

- les livres et documents de la Société devront être conservés pendant la durée légale de cinq ans à L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

Toutefois, aucune confusion de patrimoine entre la société dissoute et l'avoir social de, ou remboursement à, l'associé unique ne pourra se faire avant le délai de trente jours (article 69 (2) de la loi sur les sociétés commerciales) à compter de la publication du présent acte et sous réserve qu'aucun créancier de la Société présentement dissoute et liquidée n'aura exigé la constitution de sûretés.

Frais.

Les frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués approximativement à mille euros (EUR 1.000).

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le comparant l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. AFLALO, G. LECUIT

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 9 octobre 2013. Relation: LAC/2013/46018. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Référence de publication: 2013145301/105.

(130177798) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

CHICAGO INVESTHOLDING S.à R.L., société de gestion de patrimoine familial (SPF), Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 92.492.

L'an deux mille treize, le dix-sept septembre.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

A COMPARU:

Monsieur Tom B. DINGJAN, gérant de société, né à Maasland (Pays-Bas) le 14 septembre 1981, demeurant à NL-2593 XK Den Haag, 29, Hendrik Zwaarddecroonstraat,

ici représenté aux fins des présentes par Madame Nadège BROSSARD, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 4 septembre 2013, laquelle procuration, après avoir été paraphée "ne varietur" par la mandataire du comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement,

détenteur de cent (100) parts sociales.

Lequel comparant, représenté comme dit ci-dessus, agissant en sa qualité de seul associé de la société à responsabilité limitée "CHICAGO INVESTHOLDING S. à r.l., société de gestion de patrimoine familial (SPF)" (numéro d'identité 2008 24 37 372), avec siège social à L-2530 Luxembourg, 6, rue Henri M. Schnadt, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 92.492, constituée sous la dénomination de «CHICAGO HOLDING, S.à r.l.» suivant acte reçu par le notaire Joseph ELVINGER, de résidence à Luxembourg, en date du 18 mars 2003, publié au Mémorial C, numéro 423 du 17 avril 2003 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le prédit notaire Joseph ELVINGER, en date du 29 juillet 2008, publié au Mémorial C, numéro 2419 du 3 octobre 2008, ledit acte contenant notamment changement de la dénomination sociale en "CHICAGO INVESTHOLDING S. à r.l., société de gestion de patrimoine familial (SPF)",

requiert le notaire instrumentant d'acter:

a) qu'il décide la dissolution anticipée de la société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour;

b) qu'il décide de nommer comme liquidateur Monsieur Tom B. DINGJAN, préqualifié;

c) qu'il détermine les pouvoirs du liquidateur comme suit:

- le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter son mandat, et plus particulièrement tous les pouvoirs prévus par l'article 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale des associés dans les cas prévus par la loi;

- le liquidateur n'est pas obligé de dresser un inventaire;

- le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

d) qu'il décide de nommer comme commissaire-vérificateur la société à responsabilité limitée "INTERNATIONAL AUDIT SERVICES S.à r.l.", avec siège social à L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 75.354.

e) qu'il accorde décharge pleine et entière au gérant unique pour les travaux exécutés jusqu'à ce jour.

Frais

Le montant des frais, charges et rémunérations incombant à la société à raison des présentes, est évalué approximativement à neuf cent cinquante euros (€ 950.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire du comparant, celle-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: BROSSARD, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 25 septembre 2013. Relation: CAP/2013/3581. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): ENTRINGER.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 8 octobre 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013145892/53.

(130177558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2013.

Lotta Holding II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 180.831.

—
STATUTES

In the year two thousand and thirteen, on the twenty-fifth day of September,

Before us, Maître Francis KESSELER, notary residing in Esch/Alzette.

THERE APPEARED:

Lotta Holding I S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, not yet registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies,

represented by Matthias Pons, attorney-at-law, residing in Luxembourg by virtue of a power of attorney given on 23 September 2013.

Which power of attorney shall be signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary and shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The appearing party, represented as stated above, has declared its intention to incorporate by the present deed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) and to draw up its articles of association as follows:

Title I. Form - Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Form. There exists a private limited liability company (hereafter the "Company") which will be governed by the laws pertaining to such an entity, and in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended from time to time (hereafter the "Law"), as well as by the present articles of association (hereafter the "Articles").

Art. 2. Name. The name of the Company is "Lotta Holding II S.a r.l.".

Art. 3. Registered office.

3.1. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

3.2. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of its Shareholders (as defined hereafter) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

3.3. The registered office may be transferred within the City of Luxembourg by decision of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, of the Board of Managers (as defined hereafter).

3.4. Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad by the decision of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers, until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will however not have any effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 4. Object.

4.1. The Company's object is to acquire and hold interests, directly or indirectly, in any form whatsoever, in any other Luxembourg or foreign entities, by way of, among others, the subscription or the acquisition of any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way, or of financial debt instruments in any form whatsoever, and to administrate, develop and manage such holding of interests.

4.2. The Company may also render every assistance, whether by way of loans, guarantees or otherwise to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any company belonging to the same group as the Company (hereafter referred to as the "Connected Companies"). On an ancillary basis of such assistance, the Company may also render administrative and marketing assistance to its Connected Companies.

4.3. The Company may subordinate its claims in favour of third parties for the obligations of any such Connected Companies.

4.4 For purposes of this article, a company shall be deemed to be part of the same "group" as the Company if such other company directly or indirectly owns, is owned by, is in control of, is controlled by, or is under common control with, or is controlled by a shareholder of, the Company, in each case whether beneficially or as trustee, guardian or other fiduciary. A company shall be deemed to control another company if the controlling company possesses, directly or indirectly, all or substantially all of the share capital of the company or has the power to direct or cause the direction of

the management or policies of the other company, whether through the ownership of voting securities, by contract or otherwise.

4.5. The Company may in particular enter into the following transactions:

4.5.1. borrow money in any form or obtain any form of credit facility and raise funds, except by way of public offer, through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt or equity instruments, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise;

4.5.2. enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of the Connected Companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of the Connected Companies, within the limits of any applicable law provision; and

4.5.3. use any techniques and instruments to efficiently manage its investments and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

4.6. In addition to the foregoing, the Company may perform all legal, commercial, technical and financial transactions and, in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil its corporate object as well as all transactions directly or indirectly connected with the areas described above in order to facilitate the accomplishment of its corporate object in all areas described above.

Art. 5. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Title II. Capital - Transfer of shares

Art. 6. Capital.

6.1. The corporate capital of the Company is fixed at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) represented by twelve thousand five hundred (12,500) shares having a nominal value of one Euro (EUR 1) each (hereafter the "Shares"). The holders of the Shares are together referred to as the "Shareholders" and individually as a "Shareholder".

6.2. In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account, into which any premium paid on any Share is transferred. The amount of said premium account is at the free disposal of the general meeting of Shareholders. The amount of the premium account may be used to make payment for any Shares, which the Company may repurchase from its Shareholder(s), to offset any net realized losses, to make distributions to the Shareholder(s) or to allocate funds to the legal reserve or other reserves.

6.3. All Shares will have equal rights.

Art. 7. Transfer of shares.

7.1. In case of a single Shareholder, the Shares held by the single Shareholder are freely transferable.

7.2. In case there is more than one Shareholder, Shares are freely transferable among the Shareholders. Transfer of Shares inter vivos to non-Shareholders may only be made with the prior approval given in a general meeting of Shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

7.3. Any transfer of Shares must be recorded by a notarial deed or by a private document and shall not be enforceable vis-à-vis the Company or third parties until it has been notified to the Company or accepted by it in accordance with article 190 of the Law and article 1690 of the Civil Code.

7.4. The Company may repurchase its own Shares provided that the Company has sufficient distributable funds for that purpose.

Title III. Management

Art. 8. Management. The Company is managed by one manager (the "Sole Manager") or several managers appointed by the general meeting of Shareholders. If several managers are appointed, they will constitute a board of managers (the "Board of Managers" each member individually, the "Manager"). The Sole Manager or the Managers need not to be Shareholder of the Company. The Sole Manager or the Managers may be revoked ad nutum by decision of the general meeting of Shareholders.

Art. 9. Powers.

9.1. In dealing with third parties, the Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to perform all acts necessary or useful for accomplishment of the corporate objects of the Company.

9.2. All powers not expressly reserved by the Law or by the Articles to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the Sole Manager or, in case of plurality of managers, of the Board of Managers.

9.3. Any litigation involving the Company either as plaintiff or as defendant will be handled in the name of the Company by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers represented by the Manager delegated for this purpose.

9.4. The Company shall be bound in all circumstances by the sole signature of its Sole Manager and, in case of plurality of managers, by the joint signature of any two members of the Board of Managers, or by the signature of any person to whom such power shall be delegated by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 10. Delegations.

10.1. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agents.

10.2. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers shall determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

Art. 11. Meeting of the board of managers.

11.1. The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires or upon call of any Manager of the Company. In case all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

11.2. Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, by telegram, facsimile, electronic mail or letter another Manager as his proxy.

11.3. Meetings of the Board of Managers shall be held in Luxembourg. The Board of Managers may only deliberate or act validly if at least a majority of its members is present either in person or by proxy. The resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the votes of the Managers present either in person or by proxy.

11.4. Written resolutions signed by all the members of the Board of Managers will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile, electronic mail or similar communication.

11.5. Any member of the Board of Managers who participates in the proceedings of a meeting of the Board of Managers by means of a communication device (including a telephone and videoconference), which allows all the other members of the Board of Managers present at such meeting (whether in person or by proxy or by means of such type of communications device) to hear and to be heard by the other members at any time, shall be deemed to be present at such meeting and shall be counted when reckoning a quorum and shall be entitled to vote on matters considered at such meeting. If a resolution is taken by way of conference call, the resolution shall be considered to have been taken in Luxembourg if the call is initiated from Luxembourg.

11.6. The minutes of a meeting of the Board of Managers may be signed (i) by all Managers present or represented at the meeting, or (ii) by any two (2) Managers present or represented at the meeting, or (iii) by the chairman and the secretary if appointed at the meeting of the Board of Managers or (iv) by any person to whom such powers have been delegated by the Board of Managers at such meeting of the Board of Managers.

11.7. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any Manager or during a meeting of the Board of Managers.

11.8. In case of a Sole Manager, the resolutions of the Sole Manager shall be documented in writing.

Art. 12. Interim dividends. The Sole Manager or, in case of plurality of managers, the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by the Law or by the Articles.

Title IV. General Meeting of shareholders

Art. 13. Powers - Holding of general meetings.

13.1. Each Shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

13.2. In case of a single Shareholder owning all the Shares, it shall exercise all the powers conferred to the general meeting of Shareholders under section XII of the Law and its decisions shall be in writing and shall be recorded in minutes.

13.3. In case there is more than one Shareholder, decisions of the Shareholders shall be taken in a general meeting or by written consultation at the instigation of the management. In such case, each Shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

13.4. Shareholders meetings may be convened by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by a Manager.

13.5. If all the Shareholders are present or represented, they can waive any convening formalities and the meeting can be validly held without prior notice.

13.6. General meetings of Shareholders shall be held in Luxembourg. Any Shareholder may, by a written proxy, authorize any other person, who need not be a Shareholder, to represent him at a general meeting of Shareholders and to vote in his name and stead.

Art. 14. Majorities.

14.1. The resolutions shall be validly taken insofar as Shareholders representing more than half of the capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the Shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

14.2. Resolutions to alter the Articles of the Company may only be adopted by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the Company's capital, subject to the provisions of the Law.

14.3. However, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its Shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the Shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Title V. Financial year - Profits - Réserves

Art. 15. Financial year.

15.1. The financial year of the Company starts on the 1st of January and ends on the 31st of December of each year.

15.2. Each year on the 31st of December an inventory of the assets and the liabilities of the Company as well as a balance sheet and a profit and loss account shall be drawn up by the Sole Manager or, in case of plurality of managers, by the Board of Managers.

Art. 16. Profits - Réserves.

16.1. The revenues of the Company, deduction made of the general expenses and the charges, the depreciations, the provisions and taxes constitute the net profit.

16.2. From the net profit five per cent (5%) shall be deducted and allocated to the legal reserve; this deduction ceases to be mandatory as soon as the reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company, but it must be resumed until the reserve is entirely reconstituted if, at any time, for any reason whatsoever, it has been touched. The balance is at the disposal of the general meeting of Shareholders.

Title VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single Shareholder or of one of the Shareholders.

17.2. The dissolution and liquidation of the Company can only be decided if approved by the majority (in number) of the Shareholders owning at least three quarters (3/4) of the capital of the Company.

17.3. In case of dissolution of the Company the liquidation will be carried out by one or more liquidators who need not be Shareholders, designated by the general meeting of Shareholders who shall determine their powers and remuneration.

17.4. The surplus after payment of all charges, debts, expenses which are a result of liquidation, will be used to reimburse the contribution made by the Shareholders on the Shares of the Company. The final surplus will be distributed to the Shareholders in proportion to their respective shareholding.

Title VII. Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not mentioned in the Articles, shall be determined in accordance with the Law.

Transitional provision

The first financial year shall begin on the date of the incorporation of the Company and shall end on the 31st of December 2013.

Subscription and Payment

The Articles having thus been established, the appearing party declares to subscribe the entire capital as follows:
Lotta Holding I S.a r.l., prenamed, has subscribed to:

twelve thousand five hundred Shares	12,500
TOTAL: twelve thousand five hundred Shares	12,500

The Shares have been fully paid up by a contribution in cash of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500).

The amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500) is at the disposal of the Company.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of its organization, are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole Shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is located at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. The following persons have been appointed as Managers of the Company for an undetermined term:

2.1 Mr. Stefan Holmer, born on 19 March 1961, in Stockholm, Sweden, with professional address at 23, Rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; and

2.2 Mr. Karl Heinz Horrer, born on 19 August 1966 in Munich, Germany, with professional address at 23 rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF the present deed was drawn up in Esch/Alzette, on the date mentioned at the beginning of this document.

The document having been read to the representative of the appearing party, known to the undersigned notary by name, last name, civil status and residence, the said representative of the appearing party signed together with the notary the present deed.

Follows the french translation

L'an deux mille treize, le vingt-cinq septembre,

Pardevant Maître Francis KESSELER notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A COMPARU:

Lotta Holding I S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, pas encore enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés du Luxembourg,

représentée par Matthias Pons, avocat, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 23 septembre 2013.

Ladite procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-avant, a déclaré son intention de constituer par le présent acte une société à responsabilité limitée et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er} . Forme - Nom - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er} . Forme. Il existe une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société"), qui sera régie par les lois relatives à une telle entité, et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée de temps à autre (ci-après la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après les "Statuts").

Art. 2. Dénomination. La dénomination de la Société est "Lotta Holding II S.à r.l.".

Art. 3. Siège social.

3.1. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

3.2. Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale extraordinaire de ses Associés (tels que définis ci-après) délibérant comme en matière de modification des Statuts.

3.3. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la ville de Luxembourg par décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance (tels que définis ci-après).

3.4. Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social de la Société pourra être transféré provisoirement à l'étranger par décision du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance jusqu'à ce que la situation soit normalisée; ces mesures provisoires n'ont toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 4. Objet.

4.1. L'objet de la Société est l'acquisition et la détention de tous intérêts, directement ou indirectement, sous quelle que forme que ce soit, dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, par voie de souscription ou d'acquisition de toutes participations et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière, ou par voie d'instruments financiers de dettes, sous quelle que forme que ce soit, ainsi que leur administration, leur développement et leur gestion.

4.2. La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci

soit substantiel, ou à toutes sociétés, qui seraient actionnaires, directs ou indirects, de la Société, ou encore à toutes sociétés appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprises comme les "Sociétés Apparentées"). A titre accessoire de cette assistance financière, la Société pourra également fournir à ses Sociétés Apparentées toute assistance administrative ou commerciale.

4.3 La Société peut subordonner ses créances en faveur de tierces parties pour les obligations de toutes Sociétés Apparentées.

4.4. Pour les besoins de cet article, une société sera considérée comme appartenant au même «groupe» que la Société si cette autre société, directement ou indirectement, détient, est détenue par, détient le contrôle de, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec, ou est contrôlée par un actionnaire de la Société, que ce soit comme bénéficiaire, trustee ou gardien ou autre fiduciaire. Une société sera considérée comme contrôlant une autre société si elle détient, directement ou indirectement, tout ou une partie substantielle de l'ensemble du capital social de la société ou dispose du pouvoir de diriger ou d'orienter la gestion et les politiques de l'autre société, que ce soit aux moyens de la détention de titres permettant d'exercer un droit de vote, par contrat ou autrement.

4.5. La Société pourra, en particulier, être engagée dans les opérations suivantes:

4.5.1. conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de crédit et lever des fonds, sauf par voie d'offre publique, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dettes, convertibles ou non, ou par l'utilisation d'instruments financiers dérivés ou autres;

4.5.2. accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par toutes ou l'une de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Apparentées, ou de tout administrateur, gérant ou autre agent de la Société ou de l'une des Sociétés Apparentées, dans les limites de toute disposition légale applicable; et

4.5.3. utiliser tous instruments et techniques nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à la protection contre tous risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

il est entendu que la Société n'entrera dans aucune opération qui pourrait l'amener à être engagée dans des activités pouvant être considérées comme une activité réglementée du secteur financier.

4.6. Outre ce qui précède, la Société peut réaliser toutes transactions légales, commerciales, techniques ou financières et en général toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social ou en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social dans les secteurs prédécrits.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée

Titre II. Capital - Transfert de parts

Art. 6. Capital social.

6.1. Le capital social de la Société est fixé à douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) représenté par seize mille (12.500) parts sociales, ayant une valeur nominale de un euro (1 EUR) (ci-après les «Parts Sociales»). Les détenteurs de Parts Sociales sont désignés ensemble comme les «Associés» et individuellement comme «l'Associé».

6.2. En plus du capital social, il pourra être établi un compte de prime d'émission sur lequel toute prime d'émission payée pour toute Part Sociale sera versée. Le montant d'un tel compte de prime d'émission est à la libre disposition de l'assemblée générale des Associés. Le montant d'un tel compte de prime d'émission peut être utilisé pour procéder à des paiements pour toutes Parts Sociales que la Société peut racheter à son/ses Associé(s), pour compenser toute perte réalisée, pour procéder à des distributions aux Associés ou pour allouer des fonds à la réserve légale ou à d'autres réserves.

6.3. Toutes les Parts Sociales donnent droit à des droits égaux.

Art. 7. Cession de parts.

7.1. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul Associé, les Parts Sociales détenues par celui-ci sont librement cessibles.

7.2. Dans l'hypothèse où il y a plusieurs Associés, les Parts Sociales détenues par un des Associés sont librement cessibles à un autre Associé. Tout transfert de Parts Sociales entre vifs à des non Associés ne pourra se faire qu'avec l'accord préalable, donné dans une assemblée générale d'Associés représentant au moins trois quart (3/4) du capital.

7.3. Toute cession de Parts Sociales doit être constatée par un acte notarié ou par un acte sous seing privé et ne sera pas opposable vis-à-vis de la Société ou des tiers jusqu'à ce qu'il ait été notifié à la Société ou accepté par elle conformément à l'article 190 de la Loi et l'article 1690 du Code Civil.

7.4. La Société peut racheter ses propres Parts Sociales pour autant que la Société ait des fonds distribuables suffisants à cet effet.

Titre III. Gérance

Art. 8. Gérance. La Société est gérée par un gérant (le "Gérant Unique") ou par plusieurs gérants nommés par l'assemblée générale des Associés. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils formeront un conseil de gérance (le "Conseil de

Gérance", chacun étant alors désigné comme «Gérant»). Le Gérant Unique ou les Gérants ne sont pas nécessairement Associés de la Société. Le Gérant Unique ou les Gérants peuvent être révoqués à tout moment par une décision de l'assemblée générale des Associés.

Art. 9. Pouvoirs.

9.1. Dans les rapports avec les tiers, le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer tous actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social de la Société.

9.2. Les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des Associés tombent dans la compétence du Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, du Conseil de Gérance.

9.3. Tout litige dans laquelle la Société apparaît comme demandeur ou comme défendeur, sera géré au nom de la Société par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance représenté par le Gérant délégué à cet effet.

9.4. La Société est valablement engagée, en toutes circonstances par la seule signature de son Gérant Unique et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance, ou par la signature de toute personne à qui ce pouvoir aura été délégué par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance.

Art. 10. Délégations.

10.1. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc pour des tâches déterminées.

10.2. Le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de tout agent, la durée de son mandat ainsi que toutes autres conditions de son mandat.

Art. 11. Réunion du conseil de gérance.

11.1. Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation d'un Gérant de la Société aussi souvent que l'intérêt de la Société le requiert. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

11.2. Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, par télégramme, par fax, par courriel ou par lettre.

11.3. Les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg. Le Conseil de Gérance ne peut délibérer ou agir valablement que si la majorité au moins de ses membres est présent en personne ou par mandataire. Les résolutions du Conseil de Gérance seront valablement adoptées par la majorité des votes des Gérants présents en personne ou par mandataire.

11.4. Des résolutions écrites signées par tous les membres du Conseil de Gérance auront le même effet et la même validité que des décisions prises lors d'une réunion valablement convoquée et tenue. Ces signatures peuvent être apposées sur un seul ou plusieurs documents séparés transmis par lettre, fax, courriel ou moyen similaire de communication.

11.5. Tout membre du Conseil de Gérance qui participe à une réunion du Conseil de Gérance par un moyen de communication (en ce compris par téléphone et par visioconférence), qui permet à tous les autres membres du Conseil de Gérance présents à telle réunion (soit en personne, par mandataire ou par un tel moyen de communication) d'entendre et d'être entendus par les autres membres à tout moment, sera réputé présent à telle réunion et sera pris en compte pour le calcul du quorum et sera autorisé à voter sur les matières traitées à telle réunion. Lorsque la décision est prise par voie d'une conférence téléphonique, la décision sera considérée comme ayant été prise à Luxembourg si l'appel est initié à partir de Luxembourg.

11.6. Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés (i) par tous les Gérants présents ou représentés à la réunion, ou (ii) par deux Gérants présents ou représentés à la réunion, ou (iii) par le président et le secrétaire si nommés à la réunion du Conseil de Gérance ou (iv) par toute personne dont les pouvoirs ont été délégués par le Conseil de Gérance à cette réunion du Conseil de Gérance.

11.7. Des extraits seront certifiés par un Gérant ou par toute personne désignée par un Gérant ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

11.8. En cas de Gérant Unique, les résolutions du Gérant Unique pourront être documentées par écrit.

Art. 12. Dividendes intérimaires. Le Gérant Unique ou en cas de pluralité de gérants, le Conseil de Gérance, peut décider de payer des dividendes intérimaires sur la base d'un relevé de comptes préparé par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance montrant qu'il existe suffisamment de fonds disponibles pour la distribution, étant entendu que le montant distribuable ne peut être supérieur aux profits réalisés depuis la fin de l'exercice social précédent, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et sommes allouées à une réserve à établir en vertu de la Loi ou des Statuts.

Titre IV. Assemblée générale des associés

Art. 13. Pouvoirs - Tenue d'assemblées générales.

13.1. Chaque Associé a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

13.2. En cas d'un Associé unique détenant toutes les Parts Sociales, celui-ci exerce tous les pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des Associés par la section XII de la Loi et ses décisions sont établies par écrit et enregistrées dans des procès-verbaux.

13.3. S'il y a plus d'un Associé, les décisions des Associés seront prises en assemblée générale ou par consultation écrite à l'initiative de la gérance. Dans ce cas, chaque Associé recevra le libellé exact du texte des résolutions ou décisions à adopter et donnera son vote par écrit.

13.4. Des assemblées générales pourront être convoquées par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par tout Gérant.

13.5. Si tous les Associés sont présents ou représentés, ils peuvent renoncer aux formalités de convocation et l'assemblée peut valablement être tenue sans avis préalable.

13.6. Les assemblées générales des Associés se tiendront à Luxembourg. Tout Associé peut par procuration écrite, autoriser toute autre personne, qui n'a pas besoin d'être un Associé, à le représenter à une assemblée générale des Associés et à voter en son nom et à sa place.

Art. 14. Majorités.

14.1. Les décisions ne sont valablement prises que pour autant que des Associés détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les Associés sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représentée.

14.2. Les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité (en nombre) d'Associés détenant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société conformément aux prescriptions de la Loi.

14.3. Néanmoins, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des Associés ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des Associés et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Titre V. Exercice social - Profits - Réserves

Art. 15. Exercice social.

15.1. L'année sociale de la Société commence le 1 janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

15.2. Chaque année, au trente et un décembre, le bilan et le compte de profit et perte de la Société sont établis par le Gérant Unique ou, en cas de pluralité de gérants, par le Conseil de Gérance et ce dernier prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Art. 16. Profits - Réserves.

16.1. Les profits de la Société, après déduction des frais généraux des charges, des amortissements, des provisions et des taxes, constituent le bénéfice net.

16.2. Sur le bénéfice net, cinq pour cent (5%) seront prélevés et alloués à la réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de celle-ci aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société mais devra être repris jusqu'à entière reconstitution de la réserve, si à tout moment et pour quelle que raison que ce soit elle a été entamée. Le solde est à la disposition de l'assemblée générale des Associés.

Titre VI. Dissolution - Liquidation

Art. 17. Dissolution - Liquidation.

17.1. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de son Associé unique ou de l'un de ses Associés.

17.2. La dissolution et la liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité (en nombre) des Associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social de la Société.

17.3. En cas de dissolution de la Société, la dissolution et la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, Associés ou non, nommés par l'assemblée générale des Associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunération.

17.4. Le surplus après paiement des charges, dettes dépenses qui résultent de la liquidation sera utilisé pour rembourser l'apport fait par les Associés sur les Parts Sociales de la Société. Le surplus final sera distribué aux Associés proportionnellement à leur détention respective.

Titre VII. Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Tous les points non réglés par les Statuts seront déterminés conformément à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2013.

Souscription et Paiement

Les Statuts ayant été établis, la comparante déclare souscrire l'entièreté du capital comme suit:

Lotta Holding I S.à r.l., prénommée, douze mille cinq cent Parts Sociales	12.500
TOTAL: douze mille cinq cent Parts Sociales	12.500

Les Parts Sociales ont été entièrement libérées par un apport en numéraire de douze mille cinq cent euros (12.500 EUR).

Le montant de douze mille cinq cent euros (12.500 EUR) est à la disposition de la Société.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent à approximativement mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est situé au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg;

2. Les personnes suivantes ont été nommés en tant que gérants de la Société pour une période indéterminée:

2.1 Mr. Stefan Holmér, né le 19 mars 1961, à Stockholm, Suède, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg; et

2.2 Mr. Karl Heinz Horrer, né le 19 août 1966, à Munich, Allemagne, avec adresse professionnelle au 23, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française; à la demande de la partie comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Esch/Alzette, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture de l'acte ayant été faite au mandataire de la partie comparante connu du notaire soussigné par nom, prénom, état civil et résidence, ledit mandataire de la partie comparante a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: Pons, Kessler

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 octobre 2013. Relation: EAC/2013/12729.

Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Santoni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2013144910/462.

(130176800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 octobre 2013.

Medentic S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6630 Wasserbillig, 27, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 121.732.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2012 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013148196/9.

(130181442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.

Narnia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 180.945.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue à Luxembourg le 11 octobre 2013

Monsieur Laurent JACQUEMART est désigné en tant que Président du Conseil d'Administration.

Pour copie conforme

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013148224/12.

(130180735) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 octobre 2013.